

Département du Nord - Arrondissement de Valenciennes - Canton de Denain

=====
COMMUNE DE ROEULX
=====

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 08 JUILLET 2022**

DÉLIBÉRATION N° 26/2022

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-huit heures, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Charles LEMOINE, Maire.

Nombres de membres en exercice : 27

Date de convocation du Conseil Municipal : 02 juillet 2022.

Monsieur Charles LEMOINE, procède à l'appel des conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

Présents : MM. LEMOINE Charles – DENIZON ZAWIEJA Isabelle – VERRIEZ Francis - ALLAMANDO Claudine - VANGHELLE Gérard – ROCCA FAZIO Gaëtane – SIMON Jean – DESSEINT Henri Paul - M LEGRAND Claude Hervé - LEFEBVRE Thierry - BAVAIS Sylvie (Arrivée au point n° 3) - LANCELLE Jérôme (arrivé au point n° 3) - LAKOMY Jérôme - PLOUCHART Léatitia – LACOUR Frédérique – LANCIAUX Alphonse.

Excusés : M STIEN Patrick (procuration à M Charles LEMOINE)
M ANTIDORMI Antonio (procuration à Mme Claudine ALLAMANDO)
Mme GUISGAND Patricia (procuration à M Thierry LEFEBVRE)
Mme THERY VILAIN Myriam (procuration à Mme Frédérique LACOURT)
Mme BROCAIL VANGHELLE Mme (procuration à M Jérôme LACOMY)
Mme CLAISSE BLEUSEZ Véronique (Procuration à Jean SIMON)
Mme LELEU Séverine (Procuration à MME Isabelle DENIZON)
M MASOCCO Loïc (Procuration à Mme Léatitia PLOUCHART)
M BLEUSEZ Nicolas (procuration à M Henri Paul DESSEINT)

Absents : Mme COUSIN CONSILLE Alfréda,
Mme PETIT Martine

Madame Isabelle DENIZON est nommée secrétaire de séance.

Adhésion de la commune d'Émerchicourt à la CAPH

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 5216-11 et L. 5211-39-2,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment l'article 25,

Vu le décret n°2020-1375 du 12 novembre 2020 pris pour l'application de l'article L. 5211-39-2 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Émerchicourt en date du 1^{er} juillet 2022 demandant l'adhésion de la commune à la Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut et son retrait de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevant,

Vu la délibération du Conseil communautaire de La Porte du Hainaut en date du 4 juillet 2022 favorable à l'adhésion de la commune d'Émerchicourt à La Porte du Hainaut,

Vu l'étude d'impact relative à l'adhésion de la commune d'Émerchicourt à la CAPH,

Par jugement en date du 22 décembre 2021, effectif au 1^{er} juillet 2022, le Tribunal Administratif de Lille a annulé l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2018 portant retrait de la commune d'Émerchicourt de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent (CCCO) en vue de son adhésion à la Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut (CAPH).

Toutefois, il ressort du jugement qu'étaient principalement en cause des irrégularités dans la procédure suivie, notamment liées à la réunion de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI), ne remettant nullement en cause le bien-fondé de l'adhésion d'Émerchicourt à la CAPH se justifiant d'un point de vue économique, géographique et administratif.

En effet, la commune est rattachée administrativement au Valenciennois et au canton de Bouchain. Le bassin de vie des Émerchicourtois en termes de services administratifs, sociaux, juridiques, de santé et de services à la personne se situant sur les communes de Bouchain, Denain et Valenciennes.

Aussi, compte tenu de la volonté partagée et réitérée de la commune d'Émerchicourt et de la CAPH, une nouvelle procédure d'adhésion de la commune a été relancée par délibérations susvisées.

Conformément à la procédure en vigueur, il convient désormais que chaque Conseil Municipal membre de La Porte du Hainaut se prononce à nouveau sur le projet d'adhésion de la commune d'Émerchicourt à La Porte du Hainaut.

Ceci exposé, il est proposé au Conseil municipal :

de donner son accord à l'adhésion de la commune d'Émerchicourt à la Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Adopte à l'unanimité l'adhésion de la commune d'Émerchicourt à la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut

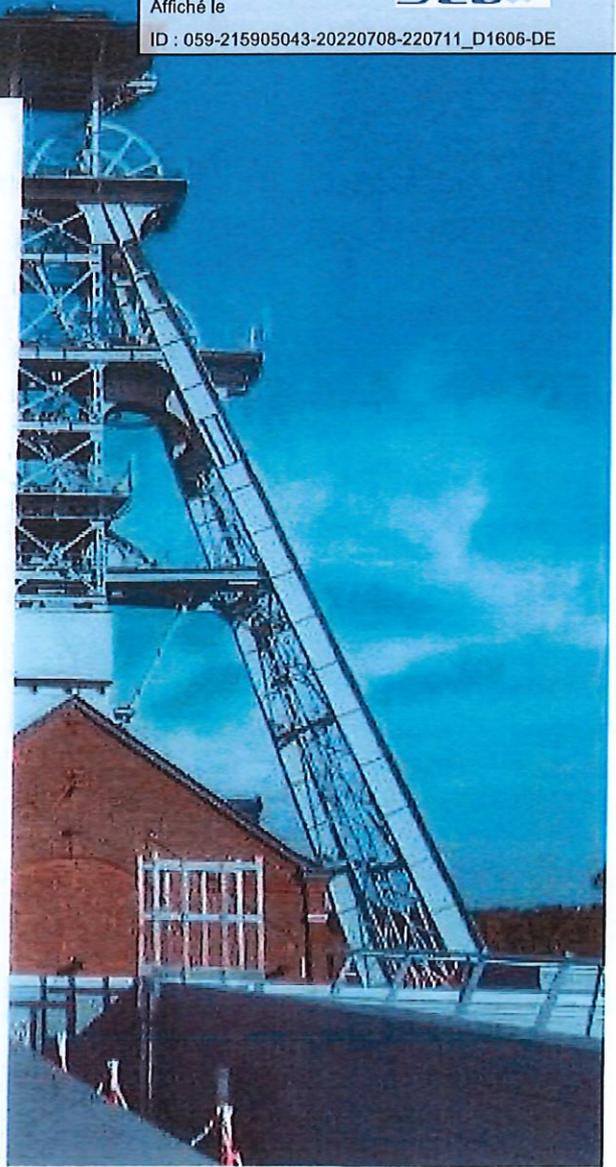
Au registre sont les signatures
Pour expédition conforme :



Le Maire
Charles LEMOINE

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH

Etude d'impact



Une obligation tirée de la loi du 27 décembre 2019

Objet et attendus de l'étude

Par délibération du 1^{er} juillet 2022, la commune d'Emerchicourt a fait part de son souhait de rejoindre la Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut (CAPH) et de sortir du périmètre de la Communauté de communes Cœur d'Ostrevent (CCCO).

L'article L.5211-39-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, prévoit que la collectivité à l'initiative de la modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) élabore un document présentant une estimation des incidences de l'opération sur les ressources et les charges ainsi que sur le personnel des communes et EPCI concernés.

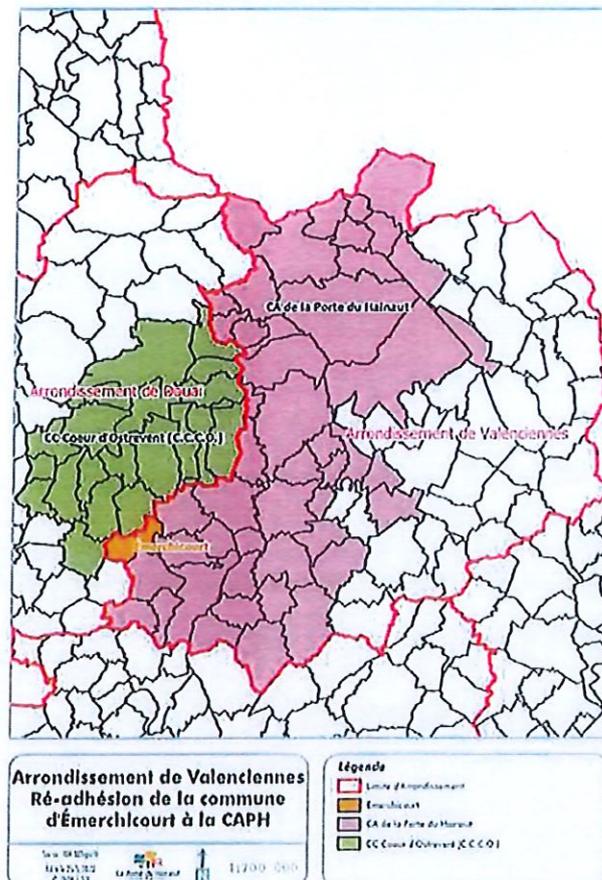
Afin de faciliter le respect de cette obligation, la CAPH a été désignée assemblée de cette étude d'impact par la commune d'Emerchicourt, dont une partie relative aux impacts fiscaux a été confiée à la Mission Régionale de Conseil aux Décideurs Publics de la Direction Régionale des Finances Publiques des Hauts-de-France.

Le décret du 12 novembre 2020 précise que l'étude doit évaluer l'ensemble des incidences financières, tant en fonctionnement qu'en investissement, de l'opération envisagée sur le budget de la commune et des EPCI concernés. Il décrit, notamment, l'impact estimé sur les dépenses de personnel, les flux financiers croisés, les dotations, la fiscalité, les fonds de péréquation et l'emprunt. Lorsque la modification de périmètre envisagée emporte des transferts de personnels, le décret précise les éléments afférents aux ressources humaines que doit comporter l'étude d'impact. De même, si des transferts de biens sont envisagés, l'étude doit proposer une clef de répartition estimative de l'état de l'actif entre les communes et les EPCI.

L'historique des relations entre la commune d'Emerchicourt, la CCCO et la CAPH.

Un parcours initié en 2011

Le conseil municipal d'Emerchicourt par délibérations des 28 avril 2011 et 22 juillet 2011 a exprimé la volonté de quitter la communauté de communes Cœur d'Ostrevant (CCCO) pour rejoindre la communauté d'agglomération de La Porte du Hainaut (CAPH). Cette dernière a approuvé cette demande d'adhésion par délibérations de son conseil communautaire des 6 septembre 2011 et 9 février 2015. Elle souhaitait quitter la communauté de communes Cœur d'Ostrevant située dans le Douaisis, créée en 2000, car c'est la seule commune de l'arrondissement de Valenciennes à être rattachée à un EPCI du Douaisis.



Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

Cette instance a prononcé par arrêté en date de 22 décembre 2021 l'annulation dudit arrêté préfectoral et a fixé le retour de la commune d'Emerchicourt à la CCCO au 1^{er} juillet 2022.

C'est ainsi que la commune d'Emerchicourt réitère son intention d'adhérer à la CAPH par une délibération en date du 1er juillet 2022 avec l'accord exprimé par le Conseil de la CAPH en date du 4 juillet 2022.

Aspects institutionnels et juridiques

La procédure

1. Principe de droit commun

La procédure d'intégration / retrait est prévue dans les articles L.5211-18 et L.5211-19 dans sa disposition de droit commun, qui prévoit notamment des délibérations des deux EPCI dans un délai de 3 mois. Suite à ces avis concordants, c'est le Préfet qui prononce, par arrêté, l'intégration / retrait de la commune.

2. Principe dérogatoire (article L.5214-26)

Par dérogation à l'article L.5211-19, une commune peut être autorisée, par le représentant de l'Etat dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L.5211-45, à se retirer d'une communauté de communes pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont l'organe délibérant a accepté la demande d'adhésion. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois. Après délibération du conseil municipal d'Emerchicourt, le changement d'intercommunalité pourrait donc être autorisé par le Préfet, après accord de la CAPH et avis de la CDCI.

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

Aspects institutionnels et juridiques

Les impacts sur la reconstitution du Conseil et du bureau de la CAPH

Lors de l'intégration d'Emerchicourt à la CAPH en 2019, le Conseil Communautaire s'était agrandi d'un siège supplémentaire, soit 90 conseillers.

Conseil communautaire du 25 février 2019 de la CAPH :

• Reconstitution du Conseil Communautaire

L'extension de périmètre de la CAPH par l'adhésion d'Emerchicourt nécessite la reconstitution du Conseil Communautaire. Celle-ci peut s'opérer soit conformément aux règles légales, soit en application d'un accord local entre les communes membres, conclu dans un délai de 3 mois ouvert par l'arrêté préfectoral.

Recueil des actes administratifs – CAPH – 1^{er} trimestre 2019

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la loi de réforme des collectivités territoriales, le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil Communautaire de la CAPH doivent être revus l'année précédant le renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, selon les mêmes modalités qu'en cas d'extension de périmètre et avant le 31 août 2019.

L'effectif actuel du Conseil Communautaire est de 89 conseillers titulaires.

Aussi, afin de préserver les équilibres existants, l'Exécutif de la CAPH, réuni le 17 janvier dernier, propose :

- Pour le mandat en cours, la conclusion d'un accord local entre les communes membres, validant un nombre et une répartition des sièges inchangés ainsi que l'attribution d'un siège pour Emerchicourt, soit un total de 90 sièges.
Il appartient aux communes de délibérer, le cas échéant, sur cet accord local avant le 22 mars 2019. Dans l'hypothèse où cet accord recueillerait la majorité qualifiée (la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population, ou l'inverse), un arrêté préfectoral complémentaire actera la nouvelle répartition du Conseil Communautaire.
- Pour le mandat 2020-2026, et conformément aux dispositions de la loi de réforme des collectivités territoriales, l'application des règles légales pour arrêter la représentation des communes à 89 sièges au sein de Conseil Communautaire de la CAPH.

Un courrier a été adressé par mail à l'ensemble des Maires des communes membres de la CAPH le 1^{er} février dernier afin de les informer ces deux propositions.

Pour le mandat 2020-2026, le nombre de conseillers est revenu à 89 conseillers.

Sous réserve de l'analyse des services préfectoraux saisis pour expertise, l'article L.5211-6-2 2° du CGCT prévoit qu'en cas de retrait d'une ou plusieurs communes

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, il n'est pas procédé à une nouvelle répartition des sièges. A compter de juillet 2022, le nombre de conseillers serait ainsi réduit d'un siège.

La réadhésion d'Emerchicourt porterait à nouveau le nombre de sièges à 89.

Le Bureau communautaire de la CAPH étant composé de tous les maires du territoire, un nouveau siège sera attribué pour la commune d'Emerchicourt.

Aspects institutionnels et juridiques

Les impacts sur les adhésions à des syndicats mixtes

Le retrait de la commune de la CCCO entraînera le retrait de tous les syndicats mixtes auxquels adhère cet EPCI.

Article L.5211-19 du CGCT : « Lorsque la commune se retire d'un établissement public de coopération intercommunale membre d'un syndicat mixte, ce retrait entraîne la réduction du périmètre du syndicat mixte. Les conditions financières et patrimoniales du retrait de la commune sont déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat mixte et de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'Etat. »

Le retrait de la Commune de la CCCO entraînerait la réduction automatique du périmètre de tous les syndicats mixtes auxquels adhère la CCCO. Cela doit être regardé avec attention en termes de continuité de service public car l'élargissement du périmètre de La Porte du Hainaut n'entraîne pas de manière automatique l'élargissement des syndicats mixtes auxquels elle adhère. Elle devra, le cas échéant, demander son adhésion aux syndicats mixtes pour la commune même si elle est déjà adhérente pour son périmètre actuel, notamment au SIAVED pour les déchets, au SIMOUV pour les transports, au SYMSEE pour la lutte contre les inondations, ...

Aspects institutionnels et juridiques

Le transfert des agents (articles L.5214-26 et L.5111-7 du CGCT)

L'adhésion de la ville d'Emerchicourt à La Porte du Hainaut n'engendre pas de transfert de personnel et n'a donc aucune incidence sur le niveau des charges de personnel. Cette analyse a fait l'objet d'une information le 16/02/2022 au Comité Technique de la CAPH et le 10 juin 2022 au comité Technique du CDG59 auquel est affilié la commune d'Emerchicourt.

Aspects institutionnels et juridiques

L'harmonisation des compétences

Au moment de la réadhésion d'Emerchicourt à La Porte du Hainaut, des transferts et restitutions de compétences interviendront entre la CCCO et la commune, la CCCO n'exerçant pas exactement les mêmes compétences que La Porte du Hainaut.

Le coût de ces transferts et restitutions sera évalué par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Porte du Hainaut et l'attribution de compensation de la commune adaptée en conséquence. Ces transferts ou restitutions de compétences ne sont pas chiffrés au sein du présent rapport car dépendant des travaux de la CLECT que le présent rapport ne saurait engager.

Le présent rapport part donc du postulat de leur neutralité financière, en application de l'article 1609 nonies C du CGI, mais sans procéder aux évolutions des attributions de compensation et des autres chapitres budgétaires correspondant : la présentation se fait à champ de compétences constant.

Les fiches BANATIC de la DGCL annexées à la présente étude renseignent sur les compétences et les principales caractéristiques de la CCCO et de La Porte du Hainaut.

Impact sur l'exercice des compétences

Compétences liées à l'aménagement du territoire

- **SCOT**

Emerchicourt a été intégré dans le SCOT du Valenciennois lors de son adhésion à la CAPH au 1^{er} janvier 2019. La procédure menée par le SIMOUV est terminée et exécutoire depuis décembre 2021.

L'article L.143-11 du code de l'urbanisme prévoit les modalités de réduction de périmètre de l'EPCI porteur de SCOT. Lorsqu'une commune ou un EPCI se retire de l'EPCI porteur de SCOT, la décision de retrait emporte la réduction automatique du périmètre de SCOT. « Zone Blanche » : La décision de retrait emporte par ailleurs abrogation immédiate des dispositions du SCOT sur la commune ou l'EPCI retiré.

La commune a intégré le SCOT du Douaisis à son retour à la CCCO.

- **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal**

Le Plan Local d'Urbanisme communal est toujours en cours => pas d'impact.

- **Transports en commun**

En 2018, la CCCO n'exerçait pas la compétence « transport ». La commune d'Emerchicourt cotisait directement au syndicat mixte des transports du Douaisis (SMDT) à hauteur de 41 688€.

A compter de 2019, elle a été intégrée au SIMOUV et la contribution versée en 2021 a atteint 43 350 €. Le coût annuel de la desserte communale est estimé à 20 000 € HT.

Le versement mobilité du territoire d'Emerchicourt a quant lui totalisé 244 072,60 €. Ces évaluations portent impact financier de la réadhésion de la commune à La Porte du Hainaut.

Compétences liées au tourisme

- **Tourisme**

Emerchicourt bénéficiera à nouveau des actions de promotion de l'Office de Tourisme de La Porte du Hainaut.

La CAPH ne bénéficie pas du produit de la taxe de séjour sur son territoire.

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

La CCCO est également compétente en matière de réhabilitation du petit patrimoine, tel que : chapelles, calvaires.

Sur le sujet, La Porte du Hainaut participe via un fonds de concours de 50% du reste à charge de la commune en matière de réhabilitation du clos et du couvert des églises.

Elle prend également en charge jusqu'au terme de la programmation, au titre d'une politique ruralité, la construction de halles couvertes. Il était prévu la construction d'une halle à Emerchicourt pour un montant de 500.000 € HT en 2023.

Compétences liées au développement économique

La commune d'Emerchicourt ne possède pas de zone d'activité économique. Aucun projet n'est à ce jour prévu sur la commune.

La Porte du Hainaut aide les entreprises de son territoire. De 2019 à 2021, huit entreprises d'Emerchicourt ont bénéficié de 8.000 € d'aides en soutien à la crise sanitaire en 2020 (7 dossiers) et 2021 (1 dossier). Le dispositif n'a pas vocation à perdurer hors du cadre de la pandémie et de ses conséquences économiques.

Compétences liées à l'habitat et au logement

La Porte du Hainaut est compétente en matière de renouvellement urbain dont ne bénéficie pas la commune d'Emerchicourt.

Sur la base d'une contractualisation avec l'Anah, La Porte du Hainaut pilote un Programme d'Intérêt Général (PIG) dont les actions visent à résoudre des problèmes spécifiques en matière d'amélioration de l'habitat. La commune d'Emerchicourt a bénéficié de ce dispositif pour 1 dossier en 2020 (780 € pour la CAPH) et une projection de 2 dossiers par an était prévue pour le programme 2022/2024. Il reprendrait dès l'adhésion de la commune.

La CAPH a également apporté son aide pour 2 dossiers subventionnés par l'Anah, à solder dans le second semestre 2022.

Le cas particulier du lotissement « Chemin d'Azincourt »

« La CCCO, compétente pour la création de lotissements, a lancé en 2009 une opération sur la commune d'Emerchicourt destinée à 100 logements. À ce jour, le lotissement n'est pas achevé et aucune vente n'a été actée. Selon la CCCO, le montant des travaux réalisés

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

s'élève à 1 420 K€ soit 54,8 % du montant total des marchés notifiés en 2012 (tranches fermes). Le coût des travaux restants à réaliser est estimé à 1 200 K€. Un accord est intervenu fin 2016 avec PARTENORD HABITAT (délibération du 6 décembre 2016 de la CCCO) sur la vente de 12 lots pour la construction de 20 logements individuels et 8 logements collectifs. Le prix de vente est fixé à 200 K€ (estimation du Domaine en date du 22 novembre 2016). Cependant, le compromis de vente n'est pas signé à ce jour. Sur cette partie du lotissement, la CCCO estime à 400 K€ le montant des travaux restant à réaliser. Aucun emprunt n'a été contracté pour les travaux du lotissement (financement par avances du budget principal de la CCCO). » (*Rapport de la MEEF octobre 2018*)

Le lotissement est demeuré dans le giron de la CCCO entre 2019 et 2022. En 2021, la CAPH avait trouvé un investisseur et avait proposé un rachat du foncier pour 1,3 M€ à la CCCO afin de le revendre au même prix. Cette opération ne s'est pas traduite dans les faits mais a fait partie des propositions de gestion à l'amiable de la situation de la commune d'Emerchicourt suite à l'arrêt du Tribunal administratif de Lille de décembre 2021.

Selon l'avancée du dossier lors de la réintégration de la commune à la Porte du Hainaut, une solution devra être trouvée si aucune issue n'est intervenue entre temps.

Compétences liées à l'environnement

La Porte du Hainaut est en cours d'élaboration de son Plan Climat Energie territorial. Il conviendra d'y adjoindre Emerchicourt et de décliner les objectifs sur le territoire communal.

Emerchicourt est intégrée dans le schéma des itinéraire doux à hauteur de 3,84 km de voirie (prévisionnel) à créer pour un coût estimé à 495 000 €. Les travaux ne sont pas encore programmés. L'adhésion de la commune permettra de reprendre le programme de travaux défini et voté en 2021.

Cycle de l'eau

Depuis le 1^{er} janvier 2020, La Porte du Hainaut est compétente en matière **d'eau, d'assainissement et d'eaux pluviales**.

En matière d'eau potable, la commune adhère au SIDEN-SIAN. La compétence relevant d'un service public industriel et commercial, les dépenses sont financées par le seul prix payé par l'utilisateur. Aucun impact n'est donc à imputer sur cette compétence.

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

En matière d'assainissement, c'est le SMARAME qui gère la compétence. Selon le même principe que pour l'eau, aucun impact financier n'est comptabilisé.

Lors de son adhésion à La Porte du Hainaut en 2019, la commune d'Emerchicourt a versé directement sa participation au **Syndicat mixte d'assainissement de Roeux-Abscon-Mastaing-Emerchicourt (SMARAME)** en lieu et place de la CCCO.

À compter de 2020, La Porte du Hainaut a financé le coût du service de gestion des eaux pluviales à hauteur de 6.012,04 €, impactés totalement sur l'attribution de compensation de l'année 2020. A compter de 2021, l'attribution de compensation d'Emerchicourt n'a pas été impactée par ce transfert de charges en application des décisions de la CLECT d'avril 2019 et en conformité avec le pacte de solidarité communautaire.

La Porte du Hainaut reprendrait en charge la contribution au titre de la gestion des eaux pluviales au SMARAME pour le compte de la commune d'Emerchicourt. Pas d'impact financier significatif.

Le retour à la CCCO pose cependant la question du maintien de la commune au sein du SMARAME, syndicat infra-communautaire lors du transfert de compétences à la CCCO. En effet, le SMARAME a été maintenu en 2021 grâce à une convention de délégation signée avec La Porte du Hainaut. Dans ce cadre, la loi interdit depuis 2020 la modification d'un syndicat d'assainissement maintenu par dérogation.

En matière de **GEstion des Milieux Aquatiques et de prévention des Inondations (GEMAPI)**, Emerchicourt appartient au SYndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut (SYMSEE), ancien Syndicat Mixte du Bassin de la Selle. Pour 25 communes, les contributions de La Porte du Hainaut se sont élevées à 209,2 K€ en 2020 et 211,7 K€ en 2021. Depuis 2021, les contributions sont calculées en fonction du besoin de financement du syndicat pour les projets.

Le SYMSEE nous a informé que les appels de contributions effectués depuis 2019 ne prenaient pas compte de la commune d'Emerchicourt.

Le retrait d'Emerchicourt en 2022 pourrait constituer un frein à la procédure de reconnaissance en Eipage du fait que le syndicat ne couvrirait plus le bassin versant. Il devrait donc faire adhérer la CCCO pour pouvoir s'assurer des subventions de l'Agence de l'Eau. La réadhésion de la commune dépendra de l'évolution de la situation.

La CCCO quant à elle adhère au Syndicat des milieux aquatiques et de la prévention des inondations de la vallée de la Scarpe Aval et du Bas Escaut.

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

Pour La Porte du Hainaut, le financement de la compétence est fiscalisé au travers de la taxe GEMAPI à hauteur du coût de la compétence, soit 800 000 € au total en 2021 et 2022.

Gestion des déchets :

Le traitement des déchets ménagers est confié au SIAVED, tant pour la CCCO que pour La Porte du Hainaut. Le coût estimé en 2019 lors de sa première adhésion d'Emerchicourt était de 43 000 €. En 2021, l'évaluation du SIAVED atteint 62 300 €.

La collecte est également confiée au SIAVED par La Porte du Hainaut et son coût pour la commune est de 43 345 € en 2021 selon les estimations du SIAVED. La CCCO gère cette compétence au travers de marchés spécifiques.

Cette compétence est financée par les deux intercommunalités via la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, au taux de 12,96% pour la CCCO et 15,62% sur le territoire de La Porte du Hainaut.

Compétences liées à l'innovation sociale et à la cohésion sociale

Les actions culturelles :

La commune d'Emerchicourt a bénéficié de 2019 à 2021 de spectacles organisés par La Porte du Hainaut au travers du dispositif des Scènes Plurielles et du dispositif CLEA (Contrat Local d'Education Artistique).

Ce sont 1 872 € relatifs à l'animation du réseau de lecture publique dont a bénéficié Emerchicourt en 2021.

Globalement, la politique culturelle ne devrait pas avoir un impact fort en matière financière pour La Porte du Hainaut.

Les actions sportives :

Le coût pour La Porte du Hainaut en matière sportive est faible (< 1 000 €). En 2019, 7 enfants ont participé aux Centres d'Initiation Sportive.

Quelques actions sont prévues en 2022 pour l'accueil d'une étape du tour de France, pour un montant non significatif (< 1 000 €).

Stratégie numérique :

La Porte du Hainaut propose des ateliers numériques, dont plusieurs se sont tenus en 2019 et 2021 à Emerchicourt pour des montants d'environ 1 000 €.

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

Une nouvelle politique numérique est en cours de définition à destination des TPE et artisans. Depuis 2020, M. le Maire d'Emerchicourt est le Président de la Commission « Stratégie Numérique ».

Cohésion sociale et PLIE:

En février 2022, deux jeunes doivent sortir d'une formation dans le cadre du Programme Local d'Insertion par l'Emploi, débouchant sur 2 CDI.

Les jeunes sont suivis par la Mission Locale de Denain. La CCCO est du ressort de la mission locale du Douaisis.

Pour toutes les compétences opérationnelles non nommées dans cette étude, les impacts relèvent d'une seule modification de périmètre sans enjeux financier ou technique significatifs (Plan Climat Air Energie territorial, aide à l'acquisition d'un vélo, mutualisation,...).

Impacts fiscaux et financiers

La mission régionale Conseil aux Décideurs Locaux, a été missionnée par La Porte du Hainaut par lettre du 4 février pour évaluer les impacts fiscaux et financiers de la réadhésion d'Emerchicourt à la Porte du Hainaut.

Leur rapport en date du 11 février 2022 est intégré à la présente étude d'impact.

CONFIDENTIEL

Impacts financiers du retrait de la commune d'Emerchicourt de la Communauté de Communes Coeur d'Ostrevent (CCCO) et de son intégration dans la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CA PH)

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le



ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

février 2022



MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

SAISINE

Le 1er janvier 2019, le périmètre de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) s'est étendu avec l'adhésion de la commune d'Emerchicourt. Cette extension a été actée par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2018, arrêté qui a confirmé le retrait de la commune de la Communauté de Communes « Coeur d'Ostrevent » (CCCCO).

Cet arrêté a été annulé par le tribunal administratif le 22 décembre 2021 en raison d'un vice de procédure. La réintégration d'Emerchicourt à la CCCO est prévue au 1^{er} juillet 2022. La MRCDP n'a pas connaissance à ce jour d'un appel de cette décision.

La commune d'Emerchicourt réexprime sa volonté d'appartenance à la CAPH. Ainsi la nouvelle procédure d'adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH doit faire l'objet d'une délibération au conseil communautaire de la CAPH le 21 février 2022.

Par courrier en date du 25 janvier 2022, le président de la CAPH a saisi la Mission Régionale de Conseil aux Décideurs Publics (MRCDP) pour un accompagnement dans l'élaboration de l'analyse des impacts budgétaires, patrimoniaux et organisationnels pour les EPCI concernés et la commune d'Emerchicourt. L'analyse est prévue par l'article L.5211-39-2 du code général des collectivités territoriales.

Suite à une saisine conjointe des sous-préfets de Valenciennes et de Douai, la Mission d'expertise économique et financière (MEEF), désormais MRCDP, a réalisé en octobre 2018 un rapport sur les impacts fiscaux et financiers du transfert de la commune d'Emerchicourt à la CAPH.

La présente étude s'appuie sur l'actualisation du rapport réalisé en 2018. Elle porte sur l'analyse des impacts fiscaux et financiers dans l'hypothèse d'une réadhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH et de son retrait à nouveau de la CCCO. Elle a été réalisée sur la base des données accessibles par la MRCDP et les données transmises par la CAPH.

L'équipe de la MRCDP qui a réalisé cette expertise était composée de :

Sebastien DESMET, chargé de mission MRCDP,
Marie ENJALBERT, chargée de mission MRCDP,
Alexandre THIEFFRY, chargé de mission MRCDP.

Supervision :

Gilles DUBOST, responsable de la MRCDP, conseiller aux décideurs publics (CDP),
Hervé DEMONCHEAUX, responsable de la DEAE,
Isabelle TAVERNIER, adjointe à la DEAE.

**

SYNTHESE

Si le retrait de la commune d'Emerchicourt (916 habitants en 2021) impacte peu la démographie de son EPCI de rattachement, le potentiel fiscal important de la commune a des conséquences sur les ressources de l'établissement intercommunal.

La commune d'Emerchicourt représente pour la CCCO un montant de ressources estimé à 1,4 M€ et un montant de charges de l'ordre de 434 K€ (sur la base des éléments estimatifs connus à ce stade). Les ressources concernent essentiellement la fiscalité (produits de fiscalité de 300 K€ et compensations de 1,1 M€) en raison principalement de la localisation de l'entreprise SAINT GOBAIN GLASS FRANCE sur la commune d'Emerchicourt.

Pour la CAPH, les ressources relatives à la commune d'Emerchicourt, essentiellement fiscales, sont également de l'ordre de 1,4 M€, liées à l'entreprise SAINT GOBAIN. Parallèlement, les dépenses de la CAPH au profit de la commune sont d'environ 824 K€.

Pour la commune d'Emerchicourt, les conséquences en termes de dépenses sont faibles. En effet, les dépenses effectuées en tant que membre de la CCCO sont d'environ 89 K€. En tant que membre de la CAPH, si les charges s'élevaient à 42 K€, ses ressources sont plus importantes en raison notamment d'une subvention d'investissement de 300 K€ accordée par la CAPH à ses membres sur la durée de la mandature.



SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| A. IMPACT SUR LA FISCALITÉ, LES DOTATIONS ET LES FONDS DE PÉRÉQUATION..... | 7 |
| 1) Incidences sur la fiscalité locale..... | 8 |
| a) L'impact fiscal sur la CCCO..... | 8 |
| • La fiscalité ménage..... | 8 |
| • La fiscalité professionnelle..... | 9 |
| b) L'impact fiscal sur la CAPH..... | 10 |
| • La fiscalité ménage..... | 10 |
| • La fiscalité professionnelle..... | 11 |
| • Le produit de la taxe GEMAPI..... | 11 |
| 2) Compensations..... | 12 |
| a) Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) et au titre du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR)..... | 12 |
| b) Allocations compensatrices..... | 14 |
| B. INCIDENCES SUR LES DOTATIONS ET FONDS DE PÉRÉQUATION..... | 14 |
| 1) La dotation globale de fonctionnement (DGF)..... | 14 |





| | |
|--|----|
| 2) Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)..... | 15 |
| C. INCIDENCES SUR LES RESSOURCES ET DÉPENSES DES COMMUNES ET DES EPCI CONCERNÉS..... | 16 |
| 1) Les impacts financiers pour la CCCO..... | 16 |
| 2) Les impacts financiers pour la CAPH..... | 22 |
| 3) Les impacts financiers pour la commune d'Emerchicourt..... | 27 |
| a) Les impacts financiers en que membre de la CCCO..... | 28 |
| b) Les impacts financiers en que membre de la CAPH..... | 29 |
| 4) Incidences sur la répartition de l'actif et du passif..... | 30 |
| D. SITUATION FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS 2018-2020..... | 31 |
| 1) La situation financière d'Emerchicourt est satisfaisante avec des ressources de fonctionnement supérieures à la moyenne..... | 31 |
| 2) La situation financière de la CAPH est saine, son excédent de fonctionnement lui permet de couvrir les annuités de son endettement..... | 33 |
| 3) Après un exercice 2018 négatif, la situation de la CCCO s'est améliorée en 2019 et 2020, mais en bénéficiant sur ce dernier exercice d'un produit exceptionnel important..... | 35 |



A. Impact sur la fiscalité, les dotations et les fonds de péréquation

La communauté de communes Cœur d'Ostrevent (CCCO) est composée de 20 communes pour une population totale de 71 916 habitants en 2021¹. La communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) regroupe 47 communes et 160 096 habitants. La commune d'Emerchicourt, actuellement adhérente de la CAPH, compte une population totale de 916 habitants au 1^{er} janvier 2021.

La CCCO et la CAPH sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU). Elles se substituent à leurs communes membres pour l'application des dispositions relatives à l'ensemble de la fiscalité professionnelle : elles perçoivent la contribution économique territoriale (CET) composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), ainsi que les impositions forfaitaires de réseau (IFER) et la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

Elles votent également des taux additionnels sur la fiscalité ménage (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties) et perçoivent la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Enfin, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est également mise en œuvre pour ces deux collectivités (depuis 2021 pour la CAPH).

En contrepartie du transfert à l'EPCI des produits de fiscalité professionnelle, la commune d'Emerchicourt bénéficie d'une attribution de compensation (AC) qui a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources (article 1609 nonies C du code général des impôts).

À travers l'attribution de compensation, l'EPCI a vocation à reverser à la commune le montant des produits de fiscalité professionnelle perçu par cette dernière, l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU. Elle tient compte du montant des transferts de charges opérés entre l'EPCI et la commune, calculé par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Les bases foncières taxables de 896 056 € de la commune d'Emerchicourt mettent en évidence une répartition de 49 % pour les locaux d'habitation et 51 % pour les locaux professionnels et industriels dont 86 % correspondent aux bases afférentes aux établissements industriels².

Une entreprise d'environ 200 salariés est implantée sur la commune, il s'agit d'un des établissements secondaires de SAINT GOBAIN GLASS FRANCE.

L'impact fiscal de l'opération, réalisé par la Direction régionale des finances publiques des Hauts-de-France (division de la fiscalité directe locale), est établi selon les données définitives de l'année 2021.

1 Fiches Analyse des Equilibres Financiers Fondamentaux (AEFF)
2 Selon l'analyse de l'état 1386 TF de 2021

1) Incidences sur la fiscalité locale

a) L'impact fiscal sur la CCCO

Selon les estimations effectuées sur la base des données 2021 connues, la commune représente pour la CCCO un montant de ressources au titre des impôts locaux de 300 K€ (72 379 € au titre des ménages + 227 299 € au titre de la fiscalité professionnelle) sur un produit total de 10 489 K€, soit 2,9 %.

• La fiscalité ménage

| Bases Effectives 2021 | Bases de la CCCO sans Emerchicourt | Bases Emerchicourt | Bases de la CCCO avec Emerchicourt | Produit CCCO versé en 2021 | Produit calculé pour Emerchicourt | Produit avec Emerchicourt | Part du produit Emerchicourt |
|-----------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------------|
| TH res Secondaire | 1 019 557 | 7 116 | 1 026 673 | 122 540 | 857 | 123 397 | 0,7% |
| FB | 41 490 722 | 896 056 | 42 386 778 | 150 536 | 3 253 | 153 789 | 2,1% |
| FNB | 781 862 | 41 289 | 823 151 | 36 042 | 1 903 | 37 945 | 5,0% |
| TAFNB | 124 021 | - | 124 021 | 58 726 | 2 323 | 58 726 | 4,0% |
| TEOM | 41 945 512 | 494 156 | 42 439 668 | 5 432 680 | 64 043 | 5 496 723 | 1,2% |
| Total (€) | | | | 5 800 524 | 72 379 | 5 872 903 | 1,2% |

La commune d'Emerchicourt représente pour la CCCO un produit de 72 K€ pour la fiscalité des particuliers (1,2 % des ressources de fiscalité ménage de l'EPCI, y compris Emerchicourt).

- La fiscalité professionnelle

| Produit 2021 | CCCO sans Emerchicourt | Emerchicourt | CCCO avec Emerchicourt | Part du produit Emerchicourt |
|------------------|------------------------|----------------|------------------------|------------------------------|
| CFE | 2 317 266 | 167 782 | 2 485 048 | 6,8% |
| CVAE | 1 329 168 | 59 251 | 1 388 419 | 4,3% |
| IFER | 194 223 | 266 | 194 489 | 0,1% |
| TASCOM | 548 327 | 0 | 548 327 | - |
| Total (€) | 4 388 984 | 227 299 | 4 616 283 | 4,9% |

La commune d'Emerchicourt représente pour la CCCO un produit de 227 K€ pour la fiscalité professionnelle (4,9 % des ressources de fiscalité professionnelle de l'EPCI).

b) L'impact fiscal sur la CAPH

La commune Emerchicourt représente une ressource au titre des impôts locaux d'un montant de 310 K€ sur un produit total de la CAPH (y compris Emerchicourt) de 46 051 K€ soit 0,7 %.

La commune représente 82 K€ de produits de fiscalité ménage pour la CAPH et 228 K€ de produits de fiscalité professionnelle.

• La fiscalité ménage

| 2021 | Emerchicourt | | CAPH avec Emerchicourt | | Part du produit Emerchicourt |
|-------------------|------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------------|
| | Bases effectives | Produits | Bases effectives | Produits | |
| TH-res Secondaire | 7 116 | 971 | 2 795 992 | 327 197 | 0,3% |
| FB | 896 056 | 0, pas de taux CAPH voté | 124 247 512 | 0, pas de taux CAPH voté | - |
| FNB | 41 289 | 1 354 | 2 207 962 | 72 421 | 1,9% |
| TAFNB | 4 906 | 2 323 | 545 028 | 258 067 | 0,9% |
| TEOM | 494 156 | 77 187 | 106 949 362 | 16 705 480 | 0,5% |
| Total (€) | | 81 835 | | 17 363 165 | 0,5% |

La CAPH n'a pas institué la taxe foncière sur les propriétés bâties pour sa part.

La commune d'Emerchicourt représente 0,5 % des produits de fiscalité ménage de la CAPH pour un produit de 82 K€.

- **La fiscalité professionnelle**

La commune d'Emerchicourt représente 0,8 % des produits de fiscalité professionnelle de la CAPH.

| 2021 | Emerchicourt | | CAPH | | Part du produit Emerchicourt |
|------------------|------------------|----------------|------------------|-------------------|------------------------------|
| | Bases effectives | Produits | Bases effectives | Produits | |
| CFE | 540 884 | 168 377 | 54 250 507 | 16 920 772 | 1,0% |
| CVAE | | 59 251 | | 7 455 472 | 0,8% |
| IFER | | 266 | | 2 382 525 | 0,01% |
| TASCOM | | 0 | | 1 929 211 | - |
| Total (€) | | 227 894 | | 28 687 980 | 0,8% |

Les bases de CFE de l'usine St Gobain (établissement dominant) pour 2021 représentent 526 473 €, soit un produit de 163 891 €. En 2021, le montant de la CVAE de cette entreprise s'établit à 57 181 €.

- **Le produit de la taxe GEMAPI**

La taxe GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) a été instituée sur le territoire de la CAPH par délibération du 29 janvier 2018. La collectivité a voté un produit de 800 K€ pour 2021.

La taxe Gemapi, connue sous le nom de taxe inondation, est une taxe additionnelle aux impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière, CFE). Suite à l'application de la réforme relative à la révision de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels (article 29 de la loi de finances pour 2021), l'abattement de 50 % applicable pour la CFE et la TFPB est compensé par l'état. Le montant de la dotation au titre de l'abattement est versé séparément et vient en diminution du produit à fiscaliser. Il est de 151 970 € pour la CAPH, montant figé sans limite de durée, calculé à partir des données 2020 pour l'ensemble de l'EPCI (pas de répartition par commune).

Pour 2021, le produit fiscalisé de GEMAPI de la CAPH est de 648 K€.

| Produit GEMAPI 2021 | Emerchicourt | | CA Porte du Hainaut Produits | Part du produit Emerchicourt |
|------------------------|--------------|--|---------------------------------|---------------------------------|
| | | | | |
| Gemapi/FB | 2 568 | | 335 674 | 0,8% |
| Gemapi/FNB | 363 | | 19 439 | 1,9% |
| Gemapi/TH | 511 | | 93 095 | 0,5% |
| Gemapi/CFE | 1 992 | | 199 822 | 1,0% |
| Total (€) | 5 434 | | 648 030 | 0,8% |

La commune Emerchicourt représente un produit fiscalisé de GEMAPI de 5 434 € pour la CAPH. Le montant du produit fiscalisé de GEMAPI relatif à Emerchicourt dans le cadre de la CCCO n'a pas pu être estimé à ce stade par le service de fiscalité directe locale de la DRFiP des Hauts-de-France.

2) Compensations

a) Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) et au titre du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR)

L'article 78 de la loi de finances pour 2010 a prévu un mécanisme pérenne destiné à assurer la stricte neutralité financière de la réforme de la taxe professionnelle pour chaque collectivité territoriale. Elle se compose d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), financée par l'État, et d'un fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR).

Le FNGIR permet d'assurer à chaque collectivité territoriale, par l'intermédiaire d'un prélèvement ou d'un reversement, que les ressources perçues après la suppression de la taxe professionnelle sont identiques à celles perçues avant cette suppression.

En cas de retrait d'une commune membre, la part intercommunale de la DCRTP de l'EPCI relative à cette commune vient en diminution de la DCRTP de l'EPCI concerné. Cette part est versée au profit de l'EPCI auquel la commune se rattache.

Les règles d'affectation sont applicables également concernant le Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources. En cas de retrait de commune, la part intercommunale de prélèvement ou de reversement relative à cette commune vient en diminution du prélèvement ou de reversement FNGIR de l'EPCI concerné, au profit du nouvel EPCI de rattachement.

| 2021 | Sur le territoire Emerchicourt | CAPH sans Emerchicourt | CAPH avec Emerchicourt | CCCO sans Emerchicourt | CCCO avec Emerchicourt |
|-------------------|--------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Versement FNGIR | 844 083 | 35 845 147 | 36 689 230 | - | 267 778 |
| Prélèvement FNGIR | - | - | - | 576 305 | - |
| Versement DCRTP | 44 690 | 18 875 160 | 18 919 850 | 76 720 | 121 410 |

La part concernant le FNGIR relative à la commune d'Emerchicourt s'élève à 844 K€. Avec Emerchicourt, la CAPH bénéficie d'une augmentation de son versement de FNGIR. Concernant la CCCO, l'intégration d'Emerchicourt lui permet de bénéficier d'un versement de 268 K€ au lieu d'un prélèvement de 576 K€.

La part concernant la DCRTP s'élève à 45 K€.

b) Allocations compensatrices

Les allocations compensatrices bénéficient à la collectivité percevant les ressources.

En 2021, la CAPH a bénéficié sur le territoire de la commune d'Emerchicourt d'une allocation compensatrice. Elle concerne l'abattement de 50 % applicable au titre de la CFE, compensé par l'Etat.

Le montant de l'allocation pour la CAPH s'élève à 10 918 206 €, dont 163 896 € pour la part de l'allocation relative aux établissements industriels de la commune d'Emerchicourt.

Concernant la CCCO, le montant de l'allocation compensatrice versé en 2021 s'élève à 650 564 €. Le montant de l'allocation en intégrant la commune d'Emerchicourt serait de 813 880 €, soit une part relative à Emerchicourt d'un montant de 163 316 €.

B. Incidences sur les dotations et fonds de péréquation

1) La dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement des EPCI comporte deux composantes :

- la dotation d'intercommunalité, elle-même composée d'une dotation de base et d'une dotation de péréquation ;
- la dotation de compensation, composée d'une part « compensations part salaires » (CPS) et d'une part relative aux baisses de dotation de compensation de la taxe professionnelle intervenues entre 1998 et 2001 (DCTP).

L'adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH ou à la CCCO a une incidence sur la DGF de l'EPCI de part sa population et son potentiel fiscal.

La préfecture du Nord a sollicité une simulation sur les dotations allouées à la Direction générale des collectivités locales (DGCL). A la date de rédaction de l'étude, les résultats de l'analyse ne sont pas connus.

2) Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées (redistribution selon un indice tenant compte des ressources, du revenu moyen des habitants et de l'effort fiscal).

Concernant la CCCO, le départ de la commune d'Emerchicourt, bénéficiant d'un potentiel financier par habitant plus élevé que les autres communes membres, entraînerait une augmentation de l'attribution de l'EPCI, considéré comme plus pauvre. Cependant, la diminution de la population DGF consécutive au départ de la commune aurait pour effet de pondérer cette augmentation.

Concernant la CAPH, la commune d'Emerchicourt étant moins riche que les autres communes membres, son adhésion est susceptible de faire diminuer la richesse de l'ensemble intercommunal une fois les ressources consolidées et ramenées à l'habitant. L'EPCI pourrait alors voir son attribution majorer.

La DGCL n'a pas communiqué à ce stade d'estimation chiffrée de l'impact sur le montant du FPIC pour les EPCI.

C. Incidences sur les ressources et dépenses des communes et des EPCI concernés

1) Les impacts financiers pour la CCCO

| Estimations des ressources annuelles relatives à Emerchicourt pour la CCCO | | |
|---|------------------|--------------------------|
| | Montant (€) | Source |
| Taxe d'habitation (TH) | 857 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) | 3 253 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) | 1 903 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe additionnelle sur le foncier non bâti (TAFPNB) | 2 323 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | 64 043 | DRFIP, données 2021 |
| Total Fiscalité ménage | 72 379 | |
| Cotisation foncière des entreprises (CFE) | 167 782 | DRFIP, données 2021 |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | 59 251 | DRFIP, données 2021 |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises réseaux (IFER) | 266 | DRFIP, données 2021 |
| Total Fiscalité professionnelle | 227 299 | |
| GEMAPI | NC | |
| Total produits de la fiscalité | 299 678 | |
| Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) | 844 083 | DRFIP, données 2021 |
| Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 44 690 | DRFIP, données 2021 |
| Allocation compensatrice au titre de l'abattement CFE | 163 316 | DRFIP, données 2021 |
| Total compensations | 1 052 089 | |
| Dotations d'intercommunalité | NC | estimation en cours DGCL |
| Dotations de compensation | NC | estimation en cours DGCL |
| Total dotations | NC | |
| Participation pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire) | 1 388 | DRFIP, données 2018 |
| Total des ressources liées à Emerchicourt | 1 353 155 | |

NC : Non connu

| Estimations des charges annuelles relatives à Emerchicourt pour la CCCO | | |
|---|----------------|---|
| | Montant (€) | Source |
| Atribution de compensation Emerchicourt | 271 906 | * Données 2018 À réévaluer par la CLECT |
| Participation au Syndicat Mixte des Transports du Douaisis (SMDT) | 41 688 | * Données DRFIP 2018 à réévaluer par la CLECT |
| Charge de traitement des déchets (SIAVED) | 62 300 | CAPH (SIAVED), 2021 |
| Participation au Syndicat intercommunal d'assainissement de Roelux Abscon Mastaing et Emerchicourt (SMARAME) | 6012,84 | Rapport CLECT 2019 CAPH |
| Participation Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas Escaut (SMAPI) | 2305 | DRFIP, données 2018 |
| Autres participations | N.C. | |
| Total participations groupement | 70 618 | |
| Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) | NC | estimation en cours DGCL |
| Total dotations | NC | |
| Collecte des déchets sur Emerchicourt (société THEYS) | 50 176 | Estimation 2018 étude Stratortial |
| Total des charges liées à Emerchicourt | 434 388 | |

L'actualisation de l'évaluation des dépenses de la CCCO liées à la commune d'Emerchicourt doit tenir compte de la modification du périmètre des compétences de l'EPCI intervenue en 2019.

Les statuts de la CCCO ont été modifiés en date du 1er mars 2019.

Une réunion de la CLECT s'est tenue le 5 avril 2019 afin de procéder à l'évaluation des charges des compétences suivantes :
- GEMAPI ;

- Electrification rurale ;
- Mobilité électrique ;
- Mise en réseau des bibliothèques ;
- Promotion du tourisme ;
- Organisation de la mobilité.

L'impact sur le montant des charges liées à la commune d'Emerchicourt au sein de la CCCO serait à évaluer dans le cadre de la CLECT. L'étude se place dans le contexte d'un retour d'Emerchicourt à la CCCO et des impacts financiers qu'elle engendre sur cette collectivité.

a) Les ressources liées à la commune d'Emerchicourt pour la CCCO

Les produits de la fiscalité et compensations

Sur la base des données 2021, la commune d'Emerchicourt représente un montant de 300 K€ de produits de fiscalité et un montant de 1 053 K€ au titre des compensations pour la CCCO

Source : voir supra, DRFIP des Hauts-de-France

Participation au titre de l'instruction des autorisations du droit du sol

Les communes membres de la CCCO versent une participation à la CCCO pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire, déclaration préalable de travaux, certificat d'urbanisme). La participation des communes est déterminée annuellement en fonction du nombre de dossiers instruits.

Le dernier montant de participation versé par la commune d'Emerchicourt à la CCCO en 2018 s'élevait à 1 388 €.

Source : DRFIP des Hauts-de-France, application HELIOS

b) Les charges de la commune d'Emerchicourt portant sur le budget de la CCCO

□ Attribution de compensation

La dernière attribution de compensation versée par la CCCO à Emerchicourt en 2018, avant transfert de la commune, s'élevait à 272 K€, montant déterminé en 2004.

Ce montant devra être recalculé en CLECT en tenant compte des évolutions de compétences de la CCCO et notamment de l'évaluation des charges des compétences organisation de la mobilité, assainissement et gestion des eaux pluviales.

Source : DRFIP des Hauts-de-France, application HELIOS

□ Participations aux groupements

Le Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED)

Le SIAVED (Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets) collecte, traite et valorise les déchets de près de 300 000 habitants. Il regroupe 113 communes réparties sur 3 intercommunalités, la Porte du Hainaut (CAPH), le Caudrésis-Catésis (CA2C), et le Cœur d'Ostrevent (CCCO).

Pour la CCCO, le SIAVED assure uniquement le traitement des déchets. Le coût du traitement pour la commune d'Emerchicourt est évalué par le SIAVED à 62 K€ pour 2021.

Source : CAPH sur la base d'un chiffrage du SIAVED

Participation au Syndicat intercommunal d'assainissement de Roelux, Abscon, Mastaing et Emerchicourt (SMARAME)

Le montant de la participation de la commune d'Emerchicourt au financement des compétences assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines exercées par la CCCO est à réévaluer dans le cadre d'une nouvelle adhésion à la CCCO et à intégrer dans le calcul de l'attribution de compensation de la commune.

Le montant retenu dans l'analyse (6 012,84 €) est le montant défini par la CLECT du 22 avril 2021 de la CAPH sur la base de la contribution 2019 au SMARAME (Syndicat intercommunal d'assainissement de Roelux, Abscon, Mastaing et Emerchicourt) pour la gestion des eaux pluviales.



Pour mémoire, en 2018, un montant de 42 K€ était déduit de l'attribution de compensation de la commune d'Emerchicourt pour la participation au SMARAME et l'exercice de la compétence assainissement (eaux pluviales et eaux usées).

Le Syndicat mixte des transports du Douaisis (SMTD)

La CCCO a intégré la compétence « Organisation de la mobilité » au 1^{er} mars 2019. A compter du 1^{er} septembre 2019, elle a adhéré pour l'ensemble de son ressort territorial au Syndicat mixte des transports du Douaisis (SMTD) pour l'exercice de cette compétence. Le SMTD assure le service de transport public pour le compte de la communauté d'agglomération du Douaisis (CAD) et de la CCCO. L'évaluation des charges transférées pour la compétence « Organisation de la mobilité » et de leur financement par l'attribution de compensation des communes membres a été effectuée par la CLECT de la CCCO le 5 avril 2019. La modification du montant des attributions de compensation des communes membres a été actée par délibération de la CCCO en date du 17 octobre 2019.

Le comité syndical du SMTD s'est réuni le 26 mai 2021 pour voter à l'unanimité le passage en gratuité totale du réseau « évéole » au 1^{er} janvier 2022.

L'impact de la mise en place de la gratuité est estimé à 3 250 K€³. Il tient compte de l'augmentation de la fréquentation du réseau de 10 %. Une clé de répartition a été appliquée pour déterminer le financement de ce surplus entre les deux membres (66,67 % pour Douaisis Agglo et 33,33 % pour la CCCO).

La contribution est déterminée annuellement en tenant compte de la clé de répartition suivante :

| SMTD | Contribution DOUAISIS AGGLO | Contribution CCCO |
|-----------|-----------------------------|-------------------|
| 2021 | 5 000 K€ | 2 000 K€ |
| 2022-2024 | 7 167 K€ | 3 083 K€ |
| 2025 | 7 167 K€ | 3 183 K€ |
| 2026 | 7 167 K€ | 3 283 K€ |
| 2027 | 7 167 K€ | 3 383 K€ |
| 2029 | 7 167 K€ | 3 483 K€ |
| 2029 et + | 7 167 K€ | 3 583 K€ |

La mise en place de la gratuité devrait avoir une incidence sur le calcul de l'attribution de compensation des communes membres de la CCCO.

3 Estimation KPMG citée dans délibération du Comité syndical du 26 mai 2021

En 2018, avant transfert à la CAPH, le montant de la participation de la commune d'Emerchicourt au SMDT s'élevait à 41 688 € en 2018 (dernière donnée connue, source DRFIP).

Ce montant est à réévaluer dans le cadre d'une nouvelle adhésion à la CCCO et à intégrer dans le calcul de l'attribution de compensation de la commune.

Le tableau des contributions de la CCCO au SMTD fait apparaître une hausse de 65 % de celles-ci à compter de 2022, induit par la gratuité des transports. Le coût de la participation transport de la commune d'Emerchicourt, pourrait ainsi s'élever à 68 785,20 € par application d'une hausse proportionnelle à celle appliquée à la contribution CCCO globale.

Par ailleurs, la présence ou non d'Emerchicourt dans le périmètre du réseau du SMDT a une incidence sur le financement du syndicat par le versement mobilité⁴ des employeurs du territoire. Selon le SMDT, la société SAINT GOBAIN GLASS FRANCE implantée à Emerchicourt représentait une recette de l'ordre de 150 K€ en 2017, soit 0,6 % des recettes de versement mobilité du syndicat. Pour information, sur la base des données communiquées par le SIMOUV à la CAPH, le montant du versement mobilité perçu sur la commune d'Emerchicourt s'élève à 244 K€ en 2021.

Source : CAPH selon un chiffrage du SIMOUV

Le Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas Escaut (SMAPI) La loi MAPTAM⁵ de 2014 a créé les établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE). L'EPAGE est un groupement de collectivités territoriales constitué en syndicat mixte à l'échelle d'un bassin versant en vue d'assurer la prévention des inondations ainsi que la gestion des milieux aquatiques (GEMAPI) en s'inscrivant dans les principes de solidarité territoriale.

Pour l'exercice de la compétence GEMAPI, la CCCO adhère jusqu'en 2020 au Syndicat Mixte d'Assainissement Hydraulique des Vallées de la Scarpe et du Bas Escaut (SMAHVSBE) pour le compte de ses communes membres.

Ce syndicat a été transformé en EPAGE et renommé Syndicat des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations de la Vallée de la Scarpe Aval et du Bas Escaut (SMAPI) par décision du préfet du Nord du 31 mars 2020.

Le montant de la participation relative à la commune d'Emerchicourt s'élevait à 2 305 € en 2018.

⁴ Le versement mobilité est une contribution des employeurs publics ou privés de 11 salariés et plus au financement des transports en commun sur le territoire de communes, groupement de communes de plus de 10 000 habitants ou de syndicats mixtes ayant institué ce versement. La contribution est recouvrée par les URSSAF.
⁵ Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

Source : DRFIP des Hauts-de-France, application HELIOS

☐ *Collecte des déchets*

Pour le secteur d'Emerchicourt, la collecte des déchets était confiée par la CCCO à la société THEYS

N'étant pas individualisé par commune, le coût de la collecte des déchets supporté par la CCCO pour Emerchicourt avait été approché en 2018 sur la base du nombre d'habitants à partir du coût net par habitant (Rapport sur le Prix et la Qualité du Service 2017). L'acte d'engagement du marché avec la société Theys prévoit une durée allant jusque 2025. L'estimation 2018 (50 K€) a donc été reprise mais ne tient pas compte des révisions de prix.

Source : étude du cabinet *Stratorial*, 2018



2) Les impacts financiers pour la CAPH

| Estimations des ressources relatives à Emerchicourt pour la CAPH | | |
|---|------------------|--------------------------|
| | Montant (€) | Source |
| Taxe d'Habitation (TH) | 971 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) | 1 354 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe additionnelle sur le foncier non bâti (TAFPNB) | 2 323 | DRFIP, données 2021 |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | 77 187 | DRFIP, données 2021 |
| Total Fiscalité ménage | 81 835 | |
| Cotisation foncière des entreprises (CFE) | 168 377 | DRFIP, données 2021 |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | 59 251 | DRFIP, données 2021 |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises réseaux (IFER) | 266 | DRFIP, données 2021 |
| Total Fiscalité professionnelle | 227 894 | |
| GEMAPI | 5 434 | DRFIP, données 2021 |
| Total produits de la fiscalité | 315 163 | |
| Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) | 844 083 | DRFIP, données 2021 |
| Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 44 690 | DRFIP, données 2021 |
| Allocation compensatrice au titre de l'abattement CFE | 163 896 | DRFIP, données 2021 |
| Total compensations | 1 052 669 | |
| Dotations d'intercommunalité | NC | estimation en cours DGCL |
| Dotations de compensation | NC | estimation en cours DGCL |
| Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) | NC | estimation en cours DGCL |
| Total dotations | NC | |
| Participation pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire) | 2 637 | CAPH, données 2021 |
| Total des ressources liées à Emerchicourt | 1 370 469 | |

NC : Non connu

MRCDP Hauts-de-France / expertise n° 220259/ Ex n°01

P

CONFIDENTIEL

22

| Estimations des charges relatives à Emerchicourt pour la CAPH | | |
|---|----------------|-----------------------------|
| | Montant (€) | Source |
| Atribution de compensation | 260 871 | DRFIP, données 2021 |
| Dotations de solidarité communautaire | 19 359 | DRFIP, données 2021 |
| Dotations ruralité | 30 000 | DRFIP, données 2021 |
| Fonds communautaire de soutien à l'investissement (enveloppe de 300 K€ sur 2020-2026) | 300 000 | CAPH, données 2021 |
| Participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) | 39 600 | CAPH, données 2021 |
| Participation au Syndicat intercommunal d'assainissement de Roexux Abscon Mastaing et Emerchicourt (SINARAME) | 6 013 | Rapport CLECT 2021 CAPH |
| Traitement des déchets | 62 300 | CAPH (SIAVED), données 2021 |
| Collecte des déchets | 43 345 | CAPH (SIAVED), données 2021 |
| Traitement et collecte des déchets (SIAVED) | 105 645 | |
| Participation au Syndicat intercommunal de mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois (SIMOUV) | 43 350 | CAPH (SIMOUV), données 2021 |
| Participation Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut (SYMSEE) | NC | DRFIP, données 2018 |
| Instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire) | 4 185 | CAPH, données 2021 |
| Indemnités des élus | 15 348 | CAPH et DRFIP, données 2021 |
| Total des charges liées à Emerchicourt | 824 371 | |

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

a) Les ressources liées à la commune d'Emerchicourt pour la CAPH

Les produits de la fiscalité et compensations

Sur la base des données 2021, la part de la commune d'Emerchicourt représente un montant de 315 K€ de produits de fiscalité et un montant de 1 053 K€ au titre des compensations pour la CAPH.

Source : DRFiP des Hauts-de-France, voir supra.

Participation au titre de l'instruction des autorisations du droit du sol

La commune d'Emerchicourt verse une participation à la CAPH pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire, déclaration préalable de travaux, certificat d'urbanisme). Le montant de cette participation est déterminé annuellement en fonction du nombre de dossiers instruits et d'une prise en charge partielle de la CAPH du coût de l'instruction des dossiers.

Le montant versé par Emerchicourt en 2021 (18 dossiers instruits) s'élevé à 2 637 € pour un coût total évalué à 4 185 € (37 % de prise en charge par la CAPH).

Source : CAPH

b) Les charges liées à la commune d'Emerchicourt pour la CAPH

Attribution de compensation

Le montant de l'attribution de compensation versé au profit d'Emerchicourt par la CAPH en 2021 est de 261 K€.

Source : DRFiP des Hauts-de-France, application HELIOS

Dotations

La CAPH attribue à ses communes membres une dotation de solidarité communautaire et une dotation de ruralité ainsi qu'un financement de projets d'investissement dans le cadre d'un fonds de soutien à l'investissement local.

La commune d'Emerchicourt a bénéficié d'une dotation de solidarité de 19 K€ en 2021. Elle a également bénéficié en 2021 d'une dotation de ruralité de 30 K€ (versement unique pour la durée du mandat).

En complément, elle bénéficie sur la période 2020-2026 d'une enveloppe de 300 K€ qui pourra être sollicitée pour des investissements. La commune n'a pas utilisé ce fonds de concours en 2021.

Source : DRFiP des Hauts-de-France, CAPH

☐ *Participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS)*

La CAPH verse la participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour le compte de ses communes membres. Ce montant est intégré au calcul de l'attribution de compensation versée aux communes.

La participation relative à la commune d'Emerchicourt s'élève à 40 K€ en 2021.

Source : CAPH

☐ *Participations aux groupements*

Le Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut (SYMSEE)

En matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), Emerchicourt appartient au Syndicat Mixte du Sud Est de l'Escaut (SYMSEE), ancien Syndicat Mixte du Bassin de la Selle.

La CAPH a versé une contribution d'un montant de 212 K€ en 2021. Depuis 2021, les contributions sont calculées en fonction du besoin de financement du syndicat pour les projets.

La part de contribution relative à la commune d'Emerchicourt n'a pas été communiquée.

Source : CAPH

Le Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED)

Pour la CAPH, le SIAVED assure la collecte et le traitement des déchets.

Pour 2021 le SIAVED a chiffré un montant de 62 K€ pour le traitement et de 43 K€ pour la collecte des déchets de la commune d'Emerchicourt.

La CAPH verse une participation au SIAVED pour le compte des communes, financée notamment par la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Source : CAPH sur la base d'un chiffrage du SIAVED



Participation au Syndicat intercommunal d'assainissement de Roeux, Abscon, Mastaing et Emerchicourt (SMARAME)

Le montant retenu dans l'analyse (6 012,84 €) est la part de la commune définie par la CLECT de la CAPH dans sa décision du 22 avril 2021. La décision se base sur la contribution 2019 au SMARAME (Syndicat intercommunal d'assainissement de Roeux, Abscon, Mastaing et Emerchicourt) pour la gestion des eaux pluviales urbaines.

Cette contribution a été financée en 2020 par l'intermédiaire de l'attribution de compensation de la commune d'Emerchicourt. En 2021, la contribution a été prise en charge par la CAPH conformément aux dispositions de son pacte de solidarité communautaire adopté le 12 avril 2021.

Source : CAPH

Syndicat Intercommunal de Mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois (SIMOUV)

La CAPH exerce la compétence Mobilité pour le compte de ses communes membres par l'intermédiaire du Syndicat intercommunal de mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois (SIMOUV).

Le SIMOUV couvre le territoire des deux communautés d'agglomérations du Valenciennois (la Porte du Hainaut et Valenciennes Métropole), ce qui représente 82 communes depuis le 1er janvier 2019 suite à l'adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH.

Le coût de la participation au SIMOUV relative à la commune d'Emerchicourt pour 2021 s'élevé à 43 K€. Conformément à la décision de la CLECT en date du 22 avril 2021, cette charge n'est pas répercutée sur l'attribution de compensation de la commune d'Emerchicourt mais financée par les usagers et la CAPH.

Une offre de transport à titre expérimental a été mise en œuvre en septembre 2021. Le coût annuel de la desserte de la commune est estimé à 20 K€.

Par ailleurs, la commune d'Emerchicourt représente un produit de versement mobilité de 244 K€ pour le SIMOUV en 2021.

Source : CAPH sur la base d'un chiffrage du SIMOUV

Instruction des autorisations du droit du sol

La commune d'Emerchicourt verse une participation à la CAPH pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire, déclaration préalable de travaux, certificat d'urbanisme).





Le montant de cette participation est déterminé annuellement en fonction du nombre de dossiers instruits et d'une prise en charge partielle de la CAPH du coût de l'instruction des dossiers.

Le coût pour la CAPH d'instruction des dossiers des autorisations du droit du sol pour la commune d'Emerchicourt en 2021 est évalué à 4 185 € (18 dossiers instruits). La commune a participé à hauteur de 2 637 € au financement de ce coût (63 %).

Source : CAPH

□ *Autres charges*

- La CAPH intervient en matière d'aides pour l'amélioration de l'habitat. A ce titre le coût prévu des actions sur la commune d'Emerchicourt est de 4 580 € en 2022.

- La commune est intégrée dans le schéma des itinéraires doux. 3,84 Km de travaux de voirie ont été estimés pour 495 K€. Ces aménagements ne sont pas encore programmés.

- Des halles couvertes sont totalement financées par la CAPH qui les rétrocède gratuitement aux communes. Le programme se termine en 2023 avec Emerchicourt pour un montant de 500 K€.

Source : CAPH



3) Les impacts financiers pour la commune d'Emerchicourt

| Estimations des dépenses d'Emerchicourt en tant que membre de la CACO | | Source | |
|---|---------------|---|--|
| | Montant (€) | | |
| Participation au Syndicat Mixte des Transports du Douaisis (SMTD) | 41 688 | * Données DRFIP 2018 à réévaluer par la CLECT | |
| Participation au Syndicat intercommunal d'assainissement de Roelux Abscon Maswing et Emerchicourt (SMARAME) | 6 013 | * Rapport CLECT 2021 CAPH, à réévaluer par la CLECT | |
| Participation au SDIS-Versée directement au SDIS | 39 600 | CAPH, données 2021 | |
| Participation pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire) | 1 388 | DRFIP, données 2018 | |
| Total | 88 689 | | |

| Ressources d'Emerchicourt en tant que membre de la CACO | | Source | |
|---|----------------|--|--|
| | Montant (€) | | |
| Attribution de compensation | 271 906 | * Données 2018 A réévaluer par la CLECT | |
| Total | 271 906 | | |

| Estimation des dépenses d'Emerchicourt en tant que membre de la CAPH | | Source | |
|---|---------------|--------|--------------------|
| | Montant (€) | | |
| Participation au SDIS -Versée par la CAPH et Compensée par Emerchicourt | 39 600 | | CAPH, données 2021 |
| Participation pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire) | 2 637 | | |
| Total | 42 237 | | |

| Ressources d'Emerchicourt en tant que membre de la CAPH | | Source | |
|---|----------------|--------|---------------------|
| | Montant (€) | | |
| Attribution de compensation | 260 871 | | DRFIP, données 2021 |
| Dotations de solidarité | 19 359 | | DRFIP, données 2021 |
| Dotations de ruralité (2020-2026) | 30 000 | | DRFIP, données 2021 |
| Fonds communautaire de soutien à l'investissement (enveloppe de 300 K€ sur 2020-2026) | 300 000 | | CAPH |
| Total | 610 230 | | |

Sont identifiés uniquement les flux financiers d'Emerchicourt impactés par le changement d'EPCI.

a) Les impacts financiers en que membre de la CCCO

☐ *Participation au syndicat mixte des transports du Douaisis (SMTD)*

Depuis le 1er septembre 2019, la CCCO a adhéré pour le compte des communes de son ressort territorial au syndicat mixte des transports du Douaisis (SMTD) pour l'exercice de la compétence « Organisation de la mobilité » adoptée au 1^{er} mars 2019.

Cette participation est financée par les communes via une réduction du montant de l'attribution de compensation qui leur est versée (délibération de la CCCO en date du 17 octobre 2019).

Le montant du financement par la commune d'Emerchicourt de la participation au SMTD est à réévaluer dans le cadre d'une nouvelle adhésion à la CCCO et à intégrer dans le calcul de l'attribution de compensation de la commune.

Pour mémoire, en 2018, avant transfert à la CAPH, le montant de la participation de la commune d'Emerchicourt au SMDT s'élevait à 41 688 €.

Source : DRFiP Hauts-de-France

☐ *Participation au SMARAME (Syndicat intercommunal d'assainissement de Roeux, Abscon, Mastaing et Emerchicourt)*

Le montant de la participation de la commune d'Emerchicourt au financement de la compétence assainissement et gestion des eaux pluviales urbaines exercée par la CCCO est à réévaluer dans le cadre d'une nouvelle adhésion à la CCCO et à intégrer dans le calcul de l'attribution de compensation de la commune.

Le montant retenu dans l'analyse (6 012,84 €) correspond au montant défini par la CLECT du 22 avril 2021 de la CAPH sur la base de la contribution 2019 au SMARAME (Syndicat intercommunal d'assainissement de Roeux, Abscon, Mastaing et Emerchicourt).

Pour mémoire, en 2018, un montant de 42 K€ était déduit de l'attribution de compensation de la commune d'Emerchicourt pour la participation au SMARAME et l'exercice de la compétence assainissement (eaux pluviales et eaux usées).

Source : CAPH

☐ *Participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS)*

Les communes membres de la CCCO versent directement leur participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS). La participation de la commune d'Emerchicourt au SDIS s'élevait à 40 K€ en 2021.

Source : CAPH

☐ **Participation au titre de l'instruction des autorisations du droit du sol**

Les communes membres de la CCCO versent une participation à la CCCO pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire, déclaration préalable de travaux, certificat d'urbanisme). La participation des communes est déterminée annuellement en fonction du nombre de dossiers instruits.

Le dernier montant de participation versé par la commune d'Emerchicourt à la CCCO en 2018 s'élevait à 1 388 €.

Source : *DRFIP Hauts-de-France, application HELIOS*

☐ **Ressources**

Le montant de l'attribution de compensation versée au profit d'Emerchicourt par la CCCO en 2018, avant transfert de la commune, s'élevait à 272 K€.

Ce montant sera à réévaluer dans le cadre d'une nouvelle adhésion à la CCCO en fonction de l'évaluation des charges des compétences organisation de la mobilité, assainissement et gestion des eaux pluviales notamment.

Source : *DRFIP Hauts-de-France, application HELIOS*

b) Les impacts financiers en que membre de la CAPH

☐ **Participation au service départemental d'incendie et de secours (SDIS)**

La participation relative à la commune d'Emerchicourt s'élève à 40 K€ en 2021. Elle est versée par la CAPH au SDIS pour le compte de la commune et déduite de l'attribution de compensation versée à la commune.

Source : *CAPH*

☐ **Participation au titre de l'instruction des autorisations du droit du sol**

La commune d'Emerchicourt verse une participation à la CAPH pour l'instruction des autorisations du droit du sol (permis de construire, déclaration préalable de travaux, certificat d'urbanisme).

Le montant de cette participation est déterminé annuellement en fonction du nombre de dossiers instruits et d'une prise en charge partielle de la CAPH du coût de l'instruction des dossiers.

Le montant versé par Emerchicourt en 2021 (18 dossiers instruits) s'élève à 2 637 € pour un coût total évalué à 4 185 € (37 % de prise en charge par la CAPH).

Source : CAPH

▣ Ressources

Attribution de compensation

Le montant de l'attribution de compensation versé par la CAPH au profit d'Emerchicourt est de 261 K€ en 2021.

Source : *DRFiP Hauts-de-France, application HELIOS*

Dotations de solidarité communautaire et dotation de ruralité

La commune d'Emerchicourt bénéficie d'une dotation annuelle de solidarité communautaire de la part de la CAPH. Le montant versé en 2021 s'élève à 19 K€.

Elle a également bénéficié en 2021 d'une dotation de ruralité de 30 K€ (versement unique pour la durée du mandat).

Source : *DRFiP des Hauts-de-France, CAPH*

Fonds communautaire de soutien à l'investissement

La commune bénéficie sur la période 2020-2026 d'une enveloppe de 300 K€ ouverte sur un fonds de soutien à l'investissement local mis en place par la CAPH. Elle n'a pas utilisé son enveloppe en 2021.

Source : *DRFiP des Hauts-de-France, CAPH*

4) Incidences sur la répartition de l'actif et du passif

Le transfert de la commune d'Emerchicourt de la CCCO à la CAPH au 1^{er} janvier 2019 n'a pas nécessité de calcul de répartition d'actif ou de passif (immobilisations, emprunt,...)⁶.

Selon la CAPH, une nouvelle adhésion de la commune n'impliquerait pas non plus de procédure de répartition de l'actif et du passif.

⁶ Séance du conseil communautaire de la CAPH du 10 décembre 2018



D. Situation financière des collectivités 2018-2020⁷

- 1) La situation financière d'Emerchicourt est satisfaisante avec des ressources de fonctionnement supérieures à la moyenne

| Budget Principal (en €) | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Fonctionnement | | | |
| Produit de fonctionnement | 985 986 | 966 166 | 958 182 |
| dont produits réels | 985 986 | 966 166 | 958 182 |
| charges de fonctionnement | 874 232 | 744 730 | 758 716 |
| dont charges réelles | 869 386 | 743 057 | 757 044 |
| Résultat | 111 754 | 221 436 | 199 465 |
| CAF brute | 116 600 | 223 109 | 201 138 |
| CAF nette | 78 379 | 183 296 | -653 468 |
| Ratio de rigidité | - | - | - |
| Investissement | | | |
| Endettement | | | |
| (en cours de dette au 31/12) | 1 233 749 | 1 193 936 | 639 330 |
| Ratio d'endettement | | | |
| (encours /Produits réels de fonctionnement) | 1,25 | 1,24 | 0,67 |
| Ressources d'investissement | 1 805 619 | 196 433 | 1 043 028 |
| Emplois d'investissement | 1 181 397 | 704 180 | 1 383 254 |
| Dont remboursement dettes bancaires | 38 221 | 39 813 | 854 606 |
| Fonds de roulement net | 695 064 | 408 753 | 267 993 |

⁷ Les données 2021 ne sont pas encore disponibles à la date de rédaction du rapport



Les produits de fonctionnement baissent de 2,81 % entre 2018 et 2020. Ils restent cependant supérieurs à la moyenne observée pour les communes de même strate (1 030 € par habitant en 2020 contre 688 € au niveau régional et 789 € au niveau national). Sur la même période, la réduction observée sur les charges de personnel (- 9,12%) et les subventions et participations (-64,69%) entraînent une baisse des charges réelles de fonctionnement de l'ordre de 12,92 %. En conséquence, le résultat augmente de 87 K€ (+78,49%), pour s'établir à 199 K€ en 2020. La hausse s'observe dans les mêmes proportions sur la capacité d'autofinancement (CAF) brute qui s'élève à 201 K€ en 2020.

Sur 2020, la commune d'Emerchicourt a procédé à un remboursement de sa dette bancaire à hauteur de 855 K€, réduisant son endettement de moitié (639 K€ en 2020). Ce remboursement concerne essentiellement un prêt relais de 2018 pour 800 K€ relatif à la construction d'une salle de sport (source : DRFIP, logiciel Hélios). Le ratio d'endettement est ainsi plus favorable, il représente 0,67 % des produits réels de fonctionnement. Après avoir représenté 10,58 années de CAF en 2018, l'endettement bancaire ne constitue plus que 3,18 années de CAF en 2020. La commune se situe loin du seuil d'alerte de surendettement de 12 ans⁸. Au-delà de 9 ans, l'endettement est considéré comme élevé.

Le fonds de roulement net⁹ subit une forte baisse mais reste toutefois confortable à hauteur de 268 K€. Il représente 129 jours de charge, bien au-delà du seuil préconisé de 30 jours.

8 Seuil défini dans l'article 29 de la Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022

9 Le fonds de roulement correspond à la différence entre les ressources stables de long terme du groupement, issues de son cycle de financement et les emplois stables, issus du cycle d'investissement. L'excès de ressources de long terme constitue dans cette optique une ressource de trésorerie permettant d'assurer le financement des besoins liés au cycle d'exploitation (décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses) et/ou de consolider sa situation patrimoniale.

2) La situation financière de la CAPH est saine, son excédent de fonctionnement lui permet de couvrir les annuités de son endettement

| Budget Principal (en €) | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Fonctionnement | | | |
| Produit de fonctionnement | 82 693 430 | 87 532 410 | 96 818 003 |
| dont produits réels | 74 427 073 | 77 753 228 | 83 462 492 |
| charges de fonctionnement | 68 323 940 | 65 039 895 | 73 131 651 |
| dont charges réelles | 58 580 379 | 54 711 766 | 60 778 345 |
| Résultat | 14 359 490 | 22 492 514 | 23 686 352 |
| CAF brute | 15 846 693 | 23 041 462 | 22 684 148 |
| CAF nette | 8 216 296 | 16 002 542 | 14 391 434 |
| Ratio de rigidité | 0,59 | 0,51 | 0,54 |
| Investissement | | | |
| Endettement (en cours de dette au 31/12) | 78 696 543 | 92 756 898 | 103 263 615 |
| Ratio d'endettement (encours /Produits réels de fonctionnement) | 1,06 | 1,19 | 1,24 |
| Ressources d'investissement | 28 009 993 | 56 747 931 | 41 262 830 |
| Emplois d'investissement | 42 224 635 | 47 960 630 | 43 621 647 |
| Dont remboursement dettes bancaires | 7 630 397 | 7 038 921 | 8 292 713 |
| Fonds de roulement | 11 851 492 | 102 606 | 8 093 825 |

Entre 2018 et 2020, les produits de fonctionnement sont en augmentation de 17 % (notamment grâce à une hausse des ressources fiscales de 7,8 M€ (+ 1788%)).

Sur la même période, les charges de fonctionnement progressent de 4,8 M€. Il est à noter une baisse des charges de personnel de 0,9 M€.

Le résultat passe de 14,36 M€ en 2018 à 23,69 M€ en 2020. La capacité d'autofinancement (CAF) brute (22,68 M€) permet de supporter les annuités du remboursement de la dette (8,29 M€). Les remboursements de dette bancaire de la CAPH représentent 52 € par habitant en 2020 contre 32 € par habitant au niveau national pour les collectivités de même strate. Le montant de CAF nette reste important à hauteur de 14,33 M€. Il représente 90 € par habitant contre 43 € par habitant au niveau national.

L'endettement est élevé (103 M€), il représente 1,24 année de produits réels de fonctionnement. Toutefois, la CAF importante permet à la CAPH d'avoir une capacité de désendettement limitée à 4,55 années de CAF.

Le fonds de roulement de 8,1 M€ couvre 40 jours de charges courantes, au-dessus du seuil d'alerte de 30 jours préconisé.



3) Après un exercice 2018 négatif, la situation de la CCCO s'est améliorée en 2019 et 2020, mais en bénéficiant sur ce dernier exercice d'un produit exceptionnel important

| Budget Principal (en €) | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-----------------|------------------|----------------|
| Fonctionnement | | | |
| Produit de fonctionnement | 21 672 638 | 20 576 871 | 23 955 816 |
| dont produits réels | 21 672 638 | 20 464 997 | 23 906 207 |
| charges de fonctionnement | 21 831 548 | 19 559 591 | 23 680 900 |
| dont charges réelles | 21 321 801 | 19 262 039 | 23 095 437 |
| Résultat | -158 910 | 1 017 280 | 274 915 |
| CAF brute. | 350 837 | 1 202 958 | 810 770 |
| CAF nette | 51 504 | 675 712 | 260 636 |
| Ratio de rigidité | 0,54 | 0,56 | 0,65 |
| Investissement | | | |
| Endettement (en cours de dette au 31/12) | 1 913 022 | 5 022 216 | 4 400 132 |
| Ratio d'endettement (encours /Produits réels de fonctionnement) | 0,09 | 0,25 | 0,18 |
| Ressources d'investissement | 3 038 593 | 6 548 003 | 3 696 475 |
| Emplois d'investissement | 3 827 601 | 8 554 892 | 2 278 967 |
| Dont remboursement dettes bancaires | 299 333 | 527 246 | 550 134 |
| Fonds de roulement | 1 852 305 | 4 110 520 | 3 484 399 |

Entre 2018 et 2020, les produits de fonctionnement augmentent de 10,53 % (+2,28 M€). Toutefois, cela correspond à des produits exceptionnels (2,5 M€), qui concernent essentiellement l'assainissement et le SIDEN-SIAN, les ressources fiscales étant stables.

Les charges de fonctionnement progressent également, de façon moindre que les produits (+8,32 %; +1,77 M€). Cette hausse est essentiellement due aux « contingents et participations obligatoires » (+3,69 M€) qui masquent l'économie de charges de personnel (-105 K€).

Le résultat 2020 est positif (275 K€), et permet à la CAF brute (811 K€) de supporter les annuités de remboursement (550 K€). La CAF nette est ainsi positive à hauteur de 261 K€.

Il est à noter que le ratio de rigidité se dégrade : 0,65 en 2020 contre 0,54 en 2018. Le seuil critique se situe pour information à 0,55. Le ratio de rigidité des charges structurelles permet d'apprécier la proportion des dépenses « obligatoires », à savoir les charges de personnel, les contingents et participations (par exemple la participation des communes aux services départementaux d'incendie et de secours) et les charges d'intérêts par rapport aux produits de fonctionnement réels. Plus ce ratio est élevé, plus la marge de manœuvre de la collectivité est faible.

L'endettement est faible (4,4 M€), il ne représente que 18 % des produits réels de fonctionnement et 5,43 années de CAF.

Le fonds de roulement représente 55 jours de charges de fonctionnement, au-dessus du seuil d'alerte préconisé de 30 jours .

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

ANNEXES

- **Historique de l'adhésion d'Emerchicourt à la CAPH**
- **Synthèse des opérations, projets et moyens déployés par la CAPH pour Emerchicourt depuis 2019**
- **Fiches BANATIC de la CAPH et de la CCCO**

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

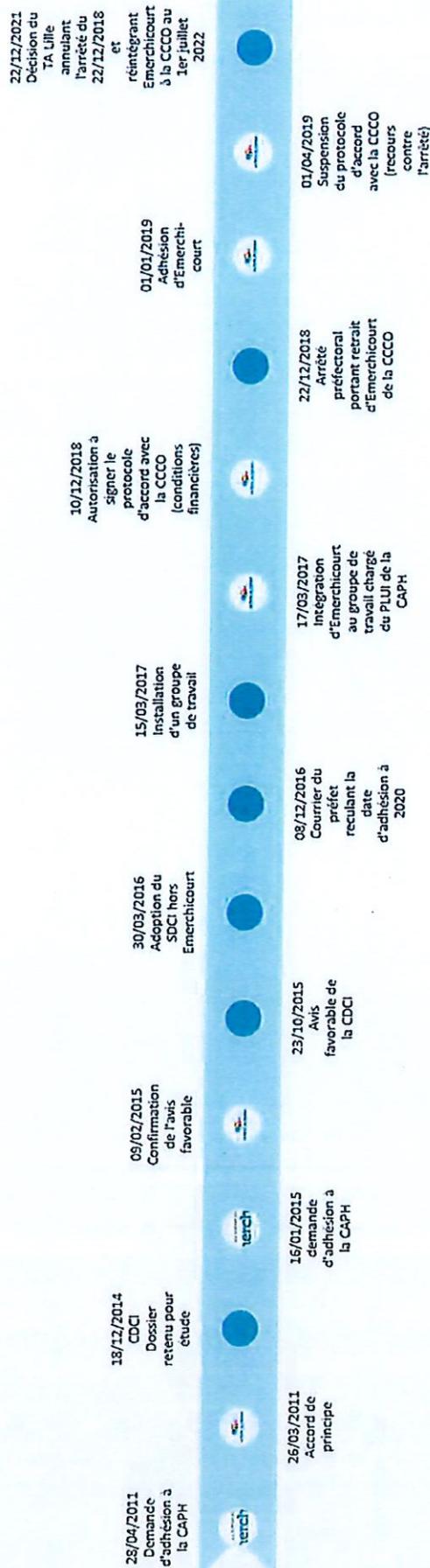
ANNEXE 1

Historique de l'adhésion d'Emerchicourt à la CAPH

Février 2022

Annexe 1

HISTORIQUE DE L'ADHESION DE LA COMMUNE D'EMERCHICOURT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA PORTE DU HAINAUT : 2011-2022



Envoyé en préfecture le 11/07/2022
 Reçu en préfecture le 11/07/2022
 Affiché le 
 ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

ANNEXE 2

Synthèse des opérations, projets et moyens déployés par la CAPH pour Emerchicourt depuis 2019

Février 2022

| FOIE | DIRECTO | COMPETENCES | OPERATEURS | Dossier financier et opérationnel (états, projets) | | | | |
|--|---|------------------------------|--|---|---|---|---|--|
| | | | | 2019 | 2020 | 2021 | Projections 2022/2026 | |
| Développement Territorial et Durable | Eco-responsabilité et Gestion des ressources naturelles | PCAET | CAPIH | Diagnostic territorial présent en complète commune | | Elaboration de la stratégie. Pas de convention signée | Impact évaluable sur les données chiffrées de référence qui prennent en compte les coûts et Aménités (SICUB). Pas d'impact sur le plan d'action à venir. Pas d'étape financière | |
| | | Eau potable | Streede | Pas d'impact applicatif, attente d'une réponse de mai 2022 | Pas d'impact à priori, attente d'une réponse de mai 2022 | Pas d'impact à priori, attente d'une réponse de mai 2022 | attente d'une réponse de mai 2022 à plus long terme. Les délibérations à prendre en Comité syndical et Conseil Communal aura pour assurer la continuité du service | |
| | | Assainissement | SUARAME | Pas d'impact à priori, attente retour syndicat | Pas d'impact à priori, attente retour syndicat | Pas d'impact à priori, attente retour syndicat | | |
| | | Espace urbain | SUARAME | Attente retour syndicat | Attente retour syndicat | Attente retour syndicat | | |
| | | GEMAPI | SIMSEE | pas d'intervention technique, pas de produit attendu (coût de la commune dans le calcul de la contribution par la SIMSEE) | pas d'intervention technique, pas de produit attendu (coût de la commune dans le calcul de la contribution par la SIMSEE) | pas d'intervention technique, pas de produit attendu (coût de la commune dans le calcul de la contribution par la SIMSEE) | Eventuel obstacle pour la reconnaissance du SIMSEE en Equilibre (notamment le bilan terrain). Le SIMSEE devra peut être faire valoir la CCCC pour obtenir cette habilitation (au vu de la loi de des subventions de l'Agence de l'Eau). | |
| | | Ordures ménagères | SAVED | 11 CDEC (collecte) + 60 FFOE (traitement) | | 43 345 € (collecte) + 62 100 € (traitement) | | |
| | | Assurance eau | SAGE Escout | pas d'impact | pas d'impact | pas d'impact | Annulation partielle. Pas d'incidence financière | |
| | Attractivité territoriale, résidentielle et touristique | Habitat | Marché PIG 2017-2021 Urbains | | 1 dossier agréé (19 03 20) A solder (11 08 20) - 1 551 € ANAH (enveloppe déléguée) + 730 € CAPIH | | | |
| | | | CAPIH | 2 dossiers agréés (04 08 19 et 11 10 19) à solder (13 03 21 et 11 12 2022) - 1 511 € ANAH et 4 000 € ANAH | | | | |
| | | | Marché PIG 2022-2024 | | | | Modification de paramètre. Sans impact financier | |
| Lette contre habitat indigne | | | | Pas de convention signée | | | | |
| ADA : mission d'information sur le logement | | | | | | Montant et périmètre de la convention devra être revu à la baisse - 015€/hous * 811 = -121 € | | |
| Politique touristique | | | | | Pas de base de séjour communautaire | | | |
| Développement économique diversifié et durable | Aides économiques | CAPIH | pas d'aide FFE sur la commune | pas d'aide FFE sur la commune | pas d'aide FFE sur la commune | pas d'aide FFE sur la commune | | |
| | Aides COVID | CAPIH | | 7 dossiers 2000 € divers | 1 dossier 1000 € divers | | | |
| | ESS/Emploi | CAPIH | | | | Modification du périmètre du Diag ESS sans impact financier significatif | | |
| Innovation et Cohésion sociales | Commerce | CAPIH | | | | Modification du périmètre d'étude commerce sans impact financier significatif. 1 membre de la commission commerce | | |
| | | CAPIH | | | | | | |
| | Stratégie numérique | CAPIH | 4 350 € + 1400 € (programmation ateliers numériques) | | 4 350 € + 1400 € (programmation ateliers numériques) | Modification du périmètre de l'étude sur le diagnostic numérique du territoire caph. Modification du périmètre d'intervention de la caph sur l'accompagnement des TPE/ARTISANS à la transformation numérique. Modification du périmètre de réalisation des publications centrées sur l'information GEN (sans impact significatif sur l'ensemble des modifications citées ci-dessus) + impact sur la commission "Stratégie numérique" créée par Monsieur Régis ROUSSEL | | |
| | Culture - spectacle vivant et éducation artistique | CAPIH | 1100 € (spectacle scènes ouvertes 2 représentations) | 4190 € (CIEA - calcul technique coût moyen opération interventions (marché court TPE et écoles) | 5311 € (spectacle scènes ouvertes - 8 représentations) | Modification du périmètre des actions/ réalisations (sans impact significatif) | | |
| | Culture - lecture publique | CAPIH | 100 € (programmation culturelle Réseau lecture publique) | 100 € (programmation culturelle Réseau lecture publique) | 1070 € (programmation culturelle Réseau lecture publique) | Modification du périmètre des actions/ réalisations (sans impact significatif) | | |
| | Sport - OS | CAPIH | 7 ENFANTS X 400 € = 2 800 € | | | Impact financier nul via la baisse de participation des habitants de la commune aux activités proposées (100€/an) | | |
| | Sport - Tour de France | CAPIH | | | | Impact positif prévu pour un coût inférieur à 1500€ en 2022 | | |
| | PUE | FLUE/Maison locale de Dainin | | Partenariat entre la commune et la maison locale de Dainin pour l'accompagnement des jeunes | Intégration de 2 jeunes sur le PUE, soit le prévisionnel du PUE en Février 2022 sur des critères d'ém | Poursuite des inscriptions des jeunes d'Entrechœur à la mission locale de Carrières pour suite de la proposition par le PUE de l'accompagnement de ces jeunes vers l'emploi durable | | |
| | Cohésion sociale | | | | | | | |
| | Valorisation et harmonisation du territoire urbain et rural | FLUE | | | | Intégration d'Entrechœur dans le SCOT de Valpignonnais, procédure en cours par le DIMOUV terminée et exécutoire depuis Décembre 2021 | FLU communal toujours en cours. Intégration quai de révision générale du document d'urbanisme (pas de proposition à ce sujet - procédure ouverte de l'an) | |
| Transports publics | | SNOW | VM n°179 519,21€ Contribution = 41 011 € | VM n° 209 240,27€ | Contribution = 43 350 € VM : 244 032,40 € Une offre de transport à titre expérimentale a été mise en œuvre en septembre 2021. Coût annuel de la desserte de la commune (ligne propre et base offre actuelle qui sera revue après les vacances de février 2022) : 20 000€ HT | | | |
| Développement modes de déplacements doux | | | | | | Continuité intégrée dans le schéma des déplacements doux, prévisionnel de 1 141 km de valeur à créer pour un coût estimé à 455 000 Euros, non programmé | | |
| Aides à l'achat d'un vélo | | | | | | Aucun dossier déposé pour l'instant | | |
| Gestion du site des sols | | Mutualisation | 17 dossiers = coût CAPIH (17,7%) : 1 451,57 € = Recette (82,3%) : 2 339,43 € | 11 dossiers = Coût CAPIH (17%) : 1 355,17 € = Recette (83%) : 1 933,17 € | 18 dossiers = Coût CAPIH (17%) : 1 518,51 € = Recette (83%) : 2 616,79 € | | | |
| Schéma de mutualisation | | | | | | Tableau de programmation de commande | | |
| Agriculture diversifiée | | | | | | Pas de projet | | |
| Cellule d'appui aux communes | Dossier Fournit < 5000 h/ta | | | | | | | |
| Stratégie foncière | Existence | | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

ANNEXE 3

Fiches BANATIC de la CAPH et de la CCCO



CA de la Porte du Hainaut (Siren : 200042190)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

| | |
|--------------------|---------------------------------|
| Nature juridique | Communauté d'agglomération (CA) |
| Commune siège | Wallers |
| Arrondissement | Valenciennes |
| Département | Nord |
| Interdépartemental | non |

Date de création

| | |
|------------------|------------|
| Date de création | 01/01/2014 |
| Date d'effet | 01/01/2014 |

Organe délibérant

| | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Mode de répartition des sièges | Répartition de droit commun |
| Nom du président | M. Aymeric ROBIN |

Coordonnées du siège

| | |
|--------------------------------|---|
| Complément d'adresse du siège | Site minier WALLERS-ARENBERG, rue Michel Rondet |
| Numéro et libellé dans la voie | B.P. 59 - |
| Distribution spéciale | |
| Code postal - Ville | 59135 WALLERS |
| Téléphone | 03 27 09 00 93 |
| Fax | 03 27 21 09 03 |
| Courriel | contact@agglo-porteduhainaut.fr |
| Site Internet | |

Profil financier

| | |
|---|----------------------------------|
| Mode de financement | Fiscalité professionnelle unique |
| Bonification de la DGF | non |
| Dotation de solidarité communautaire (DSC) | oui |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | oui |
| Autre taxe | non |
| Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) | non |
| Autre redevance | non |

Population

Groupement

| | |
|-----------------------------|---------|
| Population totale regroupée | 160 096 |
| Densité moyenne | 428,16 |

Périmètre

Nombre total de communes membres : 47

| Dept | Commune (N° SIREN) | Population |
|------|------------------------------------|------------|
| 59 | Abscon (215900028) | 4 410 |
| 59 | Avesnes-le-Sec (215900382) | 1 462 |
| 59 | Bellaing (215900648) | 1 264 |
| 59 | Bouchain (215900929) | 3 979 |
| 59 | Bousignies (215901000) | 347 |
| 59 | Brillon (215901091) | 763 |
| 59 | Brulle-Saint-Amand (215901141) | 1 687 |
| 59 | Château-l'Abbaye (215901448) | 874 |
| 59 | Denain (215901729) | 20 055 |
| 59 | Douchy-les-Mines (215901794) | 10 343 |
| 59 | Émerchicourt (215901927) | 916 |
| 59 | Escaudain (215902057) | 9 688 |
| 59 | Escautpont (215902073) | 4 201 |
| 59 | Felines-lès-Mortagne (215902388) | 1 671 |
| 59 | Hasnon (215902842) | 3 930 |
| 59 | Haspres (215902859) | 2 729 |
| 59 | Haulchin (215902883) | 2 349 |
| 59 | Haveluy (215902925) | 3 218 |
| 59 | Hélesmes (215902974) | 1 997 |
| 59 | Hérin (215903022) | 4 157 |
| 59 | Hordain (215903139) | 1 435 |
| 59 | La Sentinelle (215905647) | 3 142 |
| 59 | Lecelles (215903352) | 2 883 |
| 59 | Lieu-Saint-Amand (215903485) | 1 402 |
| 59 | Lourches (215903618) | 3 977 |
| 59 | Marquette-en-Ostrevant (215903873) | 1 897 |
| 59 | Mastaing (215903915) | 882 |
| 59 | Maulde (215903931) | 1 036 |
| 59 | Millonfosse (215904038) | 728 |
| 59 | Mortagne-du-Nord (215904186) | 1 616 |
| 59 | Neuville-sur-Escaut (215904293) | 2 711 |
| 59 | Nivelle (215904343) | 1 351 |
| 59 | Noyelles-sur-Selle (215904400) | 707 |
| 59 | Oisy (215904467) | 639 |
| 59 | Raismes (215904913) | 12 533 |
| 59 | Roeulx (215905043) | 3 838 |
| 59 | Rosult (215905118) | 1 941 |
| 59 | Rumegies (215905191) | 1 812 |
| 59 | Saint-Amand-les-Eaux (215905266) | 16 205 |

Groupement

| | | |
|----|------------------------------------|-------|
| 59 | Sars-et-Rosières (215905548) | 613 |
| 59 | Thiant (215905894) | 3 023 |
| 59 | Thun-Saint-Amand (215905944) | 1 135 |
| 59 | Trilith-Saint-Léger (215906033) | 6 278 |
| 59 | Wallers (215906322) | 5 607 |
| 59 | Wasnes-au-Bac (215906454) | 603 |
| 59 | Wavrechain-sous-Denaln (215906512) | 1 662 |
| 59 | Wavrechain-sous-Faulx (215906520) | 400 |

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 39

Compétences exercées par le groupement

Environnement et cadre de vie

- Eau (Traitement, Adduction, Distribution)

à compter du 1er janvier 2020

- Assainissement collectif

assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du CGCT

- Assainissement non collectif

assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du CGCT

- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

Collecte des déchets des ménages et des déchets assimilés

- Lutte contre les nuisances sonores

- GEMAPI : Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

- GEMAPI : Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau

- GEMAPI : Défense contre les inondations et contre la mer

- GEMAPI : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines

- Gestion des eaux pluviales urbaines

à compter du 1er janvier 2020, gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226.1 du CGCT

- Autres actions environnementales

- Reconquête paysagère et entretien des sites lourdement marqués par des activités antérieures et lutte pour la protection de l'eau par des actions d'intérêts communautaire et notamment par une gestion hydraulique adaptée

Politique de la ville / Prévention de la délinquance

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale et des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions

Développement et aménagement économique

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,

Développement et aménagement social et culturel

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs

- Activités culturelles ou socioculturelles

Enseignement supérieur

- Activités sportives

- Participation à des études et manifestations sportives et au versement d'aides financières à des associations intervenant dans ce domaine

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- *Schéma directeur*

- Schéma de secteur

- Plans locaux d'urbanisme

Document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)

- Constitution de réserves foncières

- Organisation de la mobilité, au sens des articles L.1231-1 et suivants du code des transports

organisation des transports urbains au sens des chapitre II de la loi 82 1153 du 30 décembre 1982 d orientation des transports interieurs sous réserve de l article 46 de cette loi

- Transport scolaire

- Organisation des transports non urbains

- Plans de déplacement urbains

Développement touristique

- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

Logement et habitat

- Programme local de l'habitat

- Politique du logement non social

- Politique du logement social

- Action et aide financière en faveur du logement social

- Action en faveur du logement des personnes défavorisées

- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)

- Amélioration du parc immobilier bâti

- Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat

- Actions de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre

Autres

- NTIC (Internet, câble...)

Développement des nouvelles technologies de l'Information et de la Communication : réseaux et services locaux en matière de communications électroniques et aménagement numérique au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT ;

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

- Autres

- *Ruralité : actions de développement rural d'intérêt communautaire · la participation à la pérennisation et l'extension au territoire CAPH de l'expérience pilote menée par le PNR Scarpe-Escaut de collecte des déchets plastiques agricoles, pneus et huiles usagées est d'intérêt communautaire · la mise en place d'une politique de gestion et de développement du patrimoine arboré dans les zones rurales en complément des politiques départementales et de celles du Parc Naturel Régional Scarpe Escaut est d'intérêt communautaire · la mise en place d'une politique d'aide à la création*

- d'hébergements à vocation touristique (gîtes, chambres d'hôtes) en milieu rural en complément de la politique départementale existante est d'intérêt communautaire · la promotion des productions agricoles issues du territoire de la CA*

- compétences facultatives " Aménagement, développement et promotion du site Arenberg Créative Mine" et "*

- développement d'actions et de protection de la biodiversité"*

Adhésion à des groupements

| Dept | Groupement (N° SIREN) | Nature jur. | Population |
|------|---|-------------|------------|
| 59 | SM "aéroport du Valenciennois - Charles Nungesser" (255902603) | SM fermé | 354 585 |
| 59 | SI de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois (200046639) | SM fermé | 354 585 |

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le

SLOW

ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Groupement

| | | | |
|----|---|--------------|-----------|
| 59 | SM du bassin de la Selle (200041895) | SM fermé | 435 034 |
| 59 | SM de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut (255900748) | SM ouvert | 675 319 |
| 59 | Syndicat des milieux aquatiques et de la prévention des Inondations de la vallée de la Scarpe Aval et du Bas Escaut (255902637) | SM fermé | 251 674 |
| 59 | Pôle Métropolitain du Hainaut Cambrésis (200075489) | Pôle métrop. | 749 695 |
| 59 | SM d'assainissement de Valenciennes (SMAV) (200091809) | SM fermé | 170 034 |
| 59 | SM Escaut et affluents (200046191) | SM fermé | 1 181 143 |
| 59 | SM "Docks Seine Nord Europe / Escaut" (200032118) | SM ouvert | 354 585 |
| 59 | Syndicat inter arrondissement de valorisation et d'élimination des déchets (SIAVED) (255900953) | SM fermé | 297 392 |
| 59 | SI d'assainissement de Prouvy, Thiant, Haulchin et Trith Saint Léger (200091874) | SM fermé | 13 932 |
| 59 | SI des eaux du Valenciennois (200091908) | SM fermé | 200 835 |

Source : DDTL ÉNANTIC / Esca. PR, population totale légale en vigueur en 2021, mille/habitants 2013



CC Cœur d'Ostrevent (CCCO) (Siren : 245901152)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

| | |
|--------------------|-----------------------------|
| Nature juridique | Communauté de communes (CC) |
| Commune siège | Lewarde |
| Arrondissement | Douai |
| Département | Nord |
| Interdépartemental | non |

Date de création

| | |
|------------------|------------|
| Date de création | 26/12/2000 |
| Date d'effet | 26/12/2000 |

Organe délibérant

| | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Mode de répartition des sièges | Répartition de droit commun |
| Nom du président | M. Frédéric DELANNOY |

Coordonnées du siège

| | |
|--------------------------------|-------------------------------|
| Complément d'adresse du siège | Domaine du Château |
| Numéro et libellé dans la voie | Avenue du Bois |
| Distribution spéciale | BP 50005 |
| Code postal - Ville | 59287 LEWARDE |
| Téléphone | 03 27 71 37 37 |
| Fax | 03 27 71 37 38 |
| Courriel | contact@cc-coeurdostrevent.fr |
| Site internet | www.cc.coeurdostrevent.fr |

Profil financier

| | |
|---|----------------------------------|
| Mode de financement | Fiscalité professionnelle unique |
| Bonification de la DGF | oui |
| Dotation de solidarité communautaire (DSC) | oui |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) | oui |
| Autre taxe | non |
| Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) | non |
| Autre redevance | non |

Population

| | |
|-----------------------------|--------|
| Population totale regroupée | 71 834 |
|-----------------------------|--------|

Groupement

Densité moyenne 517,61

Périmètre

Nombre total de communes membres : 20

| Dept | Commune (N° SIREN) | Population |
|------|-------------------------------------|------------|
| 59 | Aniche (215900085) | 10 348 |
| 59 | Auberchicourt (215900242) | 4 480 |
| 59 | Bruille-lez-Marchiennes (215901133) | 1 352 |
| 59 | Écailon (215901851) | 1 952 |
| 59 | Erre (215902032) | 1 602 |
| 59 | Fenain (215902271) | 5 433 |
| 59 | Hornaing (215903147) | 3 576 |
| 59 | Lewarde (215903451) | 2 447 |
| 59 | Loffre (215903543) | 743 |
| 59 | Marchiennes (215903758) | 4 652 |
| 59 | Masny (215903907) | 4 190 |
| 59 | Monchecourt (215904095) | 2 523 |
| 59 | Montigny-en-Ostrevent (215904145) | 4 838 |
| 59 | Pecquencourt (215904566) | 6 269 |
| 59 | Rieulay (215905019) | 1 354 |
| 59 | Somaln (215905746) | 12 232 |
| 59 | Tilloy-lez-Marchiennes (215905969) | 535 |
| 59 | Vred (215906298) | 1 394 |
| 59 | Wandignies-Hamage (215906371) | 1 318 |
| 59 | Warlaing (215906421) | 596 |

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 35

Compétences exercées par le groupement

Production, distribution d'énergie

- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz
pouvoir concédant en matière de distribution d'énergie électrique. Organisation et centralisation du contrôle des distributions d'énergie électrique.

- Hydraulique

Environnement et cadre de vie

- Assainissement collectif

Dans le cadre de l'assainissement collectif, la CdeC assure la collecte et le transport des eaux usées, l'épuration des eaux usées et l'élimination des boues. Dans le cadre de la gestion des eaux pluviales, la CdeC assure le curage et le nettoyage de l'ensemble du réseau des eaux pluviales et ses périphériques, à l'exception des fossés ne servant pas d'exutoire aux eaux usées et des courants.

- Assainissement non collectif

Dans ce cadre, la CdeC assure le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- Lutte contre la pollution de l'air

Adhésion à l'ATMO Nord Pas-de-Calais

- GEMAPI : Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- GEMAPI : Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau
- GEMAPI : Défense contre les inondations et contre la mer
- GEMAPI : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines
- Gestion des eaux pluviales urbaines

Gestion des eaux pluviales. La communauté de communes assure le curage et le nettoyage de l'ensemble du réseau des eaux pluviales et de ses périphériques, à l'exception des fossés ne servant pas d'exutoire aux eaux usées et des courants.

- Autres actions environnementales

- Elaboration, mise en oeuvre et animation de programmes partenariaux pour un développement durable du territoire.
 - Elaboration et mise en oeuvre d'actions d'éducation, de formation et de sensibilisation à l'environnement et au développement durable.
 - Elaboration, mise en oeuvre et animation d'un schéma territorial éolien, et proposition de zones de développement éolien.
 - Participation aux études et à la mise en oeuvre du programme d'actions du SAGE de la Scarpe Aval.
 - Constitution de réserves foncières destinées à la valorisation écologique et environnementale.
 - Réalisation des opérations de mise en oeuvre des schémas "Trame Verte et Bleue territoriale" et "mission bassin minier". Il s'agit de :
 - * l'aménagement, l'entretien et la gestion du Bois de Lewarde
 - * l'aménagement, l'entretien et la gestion du Parc du Château sur la commune de Lewarde
 - * la création, l'aménagement et l'entretien des chemins de randonnées communautaires. Sont d'intérêt communautaire la boucle 3 du bassin minier, la boucle intercommunale "Somain-Aniche" issue de la Trame Verte territoriale, le chemin de randonnée et de ses équipements (revêtement, signalétique et plantation) située en rive droite de la Scarpe inférieure entre le PK 38,90 à Pecquencourt et le PK 50,82 à Warlaling.
 - * Participation à la création et à l'aménagement de projets d'itinéraires de véloroutes Voies Vertes.
 - Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT
- Création, entretien et exploitation d'un réseau d'infrastructure pour les véhicules électriques et hybrides.

Politique de la ville / Prévention de la délinquance

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire.
- Actions de formation et d'insertion sociale et professionnelle d'intérêt communautaire au travers de la création et de la gestion d'un service de formation-insertion et de chantiers-insertion.
- Participation à la mission locale pour l'emploi des jeunes dans le Douaisis.

Développement et aménagement économique

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,

Développement et aménagement social et culturel

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs
- Activités culturelles ou socioculturelles
- Participation au Réseau Départemental de Diffusion Culturelle.
- Elaboration, mise en oeuvre et animation du festival communautaire annuel.
- Activités sportives

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

Dans ce cadre, la CdeC adhère au SMx du SCOT du Grand Douaisis

- Schéma de secteur

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)
- Constitution de réserves foncières

Pour la création et la réalisation des ZAC et des lotissements d'intérêt communautaire.

- Organisation de la mobilité, au sens des articles L.1231-1 et suivants du code des transports
Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports sous réserve de l'article L3421-2 du même code. Installation, gestion et entretien des abribus nécessaire à la mise en oeuvre de la compétence mobilité. Création et gestion des parcs relais définis dans le cadre du Plan de déplacement Urbain. Construction du tramway : enfouissement des réseaux sur le parcours de la ligne 1 du tramway, à savoir les réseaux basse tension, de télécom et de fibres optiques le long de l'axe du tramway.

- Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme
Création, réalisation et commercialisation de lotissements d'intérêt communautaire. Sont déclarés d'intérêt communautaire l'ensemble des lotissements publics d'habitation.

Développement touristique

- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme
- *Promotion du patrimoine historique et paysager intéressant l'ensemble des communes : participation au Centre historique minier de Lewarde. - Mise en commun du développement touristique : * études visant à la définition d'une politique touristique communautaire * études, aménagement, entretien et gestion d'un équipement à vocation touristique sur le site de la Ferme d'Azincourt sur la commune d'Emerchicourt * réhabilitation du petit patrimoine, tel que : chapelles, calvaires.*

Logement et habitat

- Programme local de l'habitat
Elaboration, mise en oeuvre et animation du PLH.
- Politique du logement non social
Gestion par délégation du Préfet, et dans le cadre d'une convention, des aides publiques en faveur de : - la rénovation de l'habitat privé ancien
- Politique du logement social
Gestion par délégation du Préfet, et dans le cadre d'une convention, des aides publiques en faveur de : - la construction, l'acquisition, la réhabilitation des logements locatifs sociaux - la location-accession - la création de places d'hébergement
- Action et aide financière en faveur du logement social
- Action en faveur du logement des personnes défavorisées
- Elaboration et mise en oeuvre de la programmation annuelle des opérations locatives éligibles à l'octroi des aides à la pierre. - Attribution des aides publiques prévues par la convention de délégation de compétences en matière d'aides à la pierre, y compris d'éventuelles participations communautaires décidées dans ce cadre à l'exception des aides de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), en faveur de la construction, de l'acquisition et de la réhabilitation des logements locatifs sociaux, de logements-foyers et des opérations en location-accession. - Intervention financière pour la mise en oeuvre de démarches opérationnelles de recomposition urbaine et de programmes d'ensemble dans les quartiers anciens dégradés, en cofinancement avec les communes.
- Amélioration du parc immobilier bâti
Amélioration de l'habitat privé ancien : - élaboration, mise en oeuvre et animation d'actions collectives existantes intéressant l'ensemble des communes, d'amélioration du parc privé ancien (OPAH RU, OPAH PST, PIG, MOUS) et à venir. - attribution des aides publiques prévues par la convention de délégation de compétences en matière d'aides à la pierre, y compris les participations communautaires décidées dans ce cadre, en faveur de l'amélioration de l'habitat privé ancien relevant de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH).
- Délégations des aides à la pierre (article 61 - Loi LRL)

Autres

- Infrastructure de télécommunication (téléphonie mobile...)

Création et gestion d'un réseau de télécommunication électronique d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT en vue de sa location aux opérateurs de communications électroniques.

- NTIC (Internet, câble...)
 - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage*

Adhésion à des groupements

| Dept | Groupement (N° SIREN) | Nature jur. | Population |
|------|---|--------------|------------|
| 59 | Syndicat Inter arrondissement de valorisation et d'élimination des déchets (SIAVED) (255900953) | SM fermé | 297 465 |
| 59 | SM Escaut et affluents (200046191) | SM fermé | 1 182 062 |
| 59 | SM d'assainissement et de distribution d'eau du Nord (SIDEN SIAN) (200017598) | SM fermé | 879 086 |
| 59 | SM de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut (255900748) | SM ouvert | 674 721 |
| 59 | SM pour le SCOT du Grand Douaisis (255902850) | SM fermé | 223 148 |
| 62 | Pôle Métropolitain Artois Douaisis (200077709) | Pôle métrop. | 438 206 |
| 59 | SMAH des vallées de la Scarpe et du Bas-Escaut (255902637) | SM fermé | 389 886 |

Sources : SIGCL, BANATIC / Insee, PP (population totale légale en vigueur en 2020 - migrations 2017)

Envoyé en préfecture le 11/07/2022
Reçu en préfecture le 11/07/2022
Affiché le 
ID : 059-215905043-20220708-220711_D1606-DE

Adhésion de la commune d'Emerchicourt à la CAPH – Etude d'impact

ANNEXE 4

**Cahier des charges de l'étude des impacts fiscaux
et financiers par la mission régionale de Conseil aux Décideurs Publics**

Février 2022

ÉTUDE D'IMPACT ADHESION DE LA COMMUNE D'EMERCHICOURT A LA CAPH

CANIER DES CHARGES RELATIF À L'INTERVENTION DE LA
MISSION RÉGIONALE DE CONSEIL AUX DÉCIDEURS PUBLICS
(MRCDP)

DE LA DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DES HAUTS-DE-FRANCE ET DU DÉPARTEMENT DU NORD

DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE D'IMPACT RELATIVE À L'ADHESION
DE LA COMMUNE D'EMERCHICOURT À LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE LA PORTE DU HAINAUT (CAPH)

ÉTUDE D'IMPACT - ADHÉSION DE LA COMMUNE D'EMERCHICOURT À LA CAPH

Le présent cahier des charges a pour objet de préciser les objectifs de la mission, son périmètre, la portée de l'analyse et les modalités de restitution de l'expertise. Ce document a été établi en concertation entre le commanditaire et la direction régionale des finances publiques des Hauts-de-France (Mission Régionale de Conseil aux Décideurs Publics (MRCDP)).

1. SAISINE

Commanditaire : Monsieur le président de la communauté d'agglomération de la porte du Hainaut (CAPH)

Date de réception de la saisine : saisine en date du 25/01/2022.

2. PRÉSENTATION DU DOSSIER

Antérieurement membre de la communauté de communes du Coeur d'Ostrevent (CCCO), la commune d'Emerchicourt a adhéré au 1^{er} janvier 2019 à la communauté d'agglomération de la porte du Hainaut (CAPH). La MRCDP des Hauts-de-France avait réalisé en octobre 2018 un rapport sur les impacts fiscaux et financiers de ce transfert.

Le Tribunal administratif a prononcé le 22 décembre 2021 un jugement annulant le retrait de la commune d'Emerchicourt de la CCCO et annulant par voie de conséquence son adhésion à la CAPH. Cette décision de justice prend effet au 1^{er} juillet 2022.

Une nouvelle procédure d'adhésion de la commune d'Emerchicourt doit faire l'objet d'une délibération au Conseil communautaire de la CAPH le 21 février 2022.

Conformément à l'article L.5211-39-2 du code général des collectivités territoriales, cette procédure d'adhésion doit s'accompagner d'une analyse des impacts budgétaires, patrimoniaux et organisationnels pour les EPCI et les communes concernées.

La CAPH sollicite la MRCDP pour un accompagnement dans l'élaboration de cette étude d'impact.

3. CONTENU DE L'EXPERTISE

L'étude de la MRCDP s'appuiera sur l'actualisation du rapport MRDCP réalisé en octobre 2018 sur l'analyse des impacts fiscaux et financiers du transfert de la commune d'Emerchicourt entre les deux EPCI.

Compte tenu du délai imparti, l'étude sera réalisée sur la base des données accessibles par la mission.

ÉTAT D'AVANCEMENT - ACQUISITION DE LA COMMUNE D'ÉPESCHICOURT À LA CAPH

4. DÉLAI DE PRODUCTION DU RAPPORT D'EXPERTISE

Le rendu prévisionnel du rapport d'expertise est le 11/02/2022.

5. DESTINATAIRE DE L'EXPERTISE

Monsieur le président de la communauté d'agglomération de la porte du Hainaut (CAPH)

6. CORRESPONDANT DE LA MRCDP CHARGÉ DU DOSSIER CHEZ LE COMMANDITAIRE

- Madame LEJEUNE, directrice Finances, pacte de solidarité et contrôle de gestion de la CAPH

llejeune@agglomeration-porteduhainaut.fr Tel : 03.27.09.92.21.

À Lille, le 31 Janvier 2022

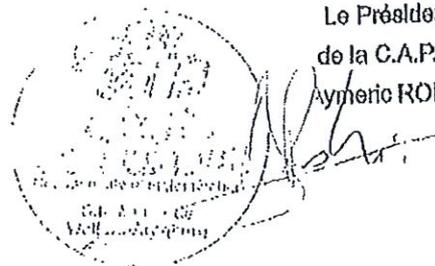
Le conseiller aux décideurs
publics de la direction
régionale des finances publiques
des Hauts-de-France et du
département du Nord


L'administrateur des finances publiques
Gilles DUBOST

À Lille, le 31 JAN. 2022

Le président de la communauté
d'agglomération de la porte du
Hainaut (CAPH)

Le Président
de la C.A.P.H.
Ymeric ROBIN



Contacts MRCDP Hauts de France :

↳ Hervé DEMONCHEAUX, Responsable adjoint de la MRCDP

Tél. 03.20.62.40.96 Tél : hervé.demoncheaux@dgfip.finances.gouv.fr